

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 10 décembre 2023 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°267 ■

**SALON SIPSA AFRICA
FOOD**
**Cinq accords signés
entre des opérateurs
algériens et
sénégalais à Dakar**

P 3

RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES
DANS L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE

40 milliards de DA mobilisés par le gouvernement

Face aux changements climatiques et au recul drastique de la pluviométrie, la réutilisation des eaux usées épurées devient une nécessité. D'ailleurs, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait fixé l'objectif d'augmenter la récupération de ces eaux à hauteur de 60% d'ici 2030. À cet effet, une stratégie opérationnelle vient d'être lancée par le ministère de l'Hydraulique. P 3



INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE
**Nécessité de renforcer le
partenariat algéro-tunisien**

L'Algérie et la Tunisie veulent renforcer leur coopération bilatérale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique. Lors d'une audience accordée par le chef du Gouvernement tunisien au ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun, vendredi à Tunis, l'accent a été mis sur la nécessité de renforcer le partenariat bilatéral en matière de développement de l'industrie pharmaceutique.

P 2

MARCHÉ DES VIANDES ROUGES
DURANT LE TROISIÈME
TRIMESTRE 2023

**La tendance haussière
des prix se poursuit**



Durant le troisième trimestre de 2023 (entre juillet à septembre), les prix au détail des viandes rouges locales ont enregistré de légères tendances à la hausse par rapport aux trimestres passés, des accroissements qui varient entre 3% et 11 % selon le type des viandes proposées. Des prix qui oscillent en moyenne entre 2500 et 2600 DA le kg pour l'ovin (agneau), et 2300 et 2500 DA le kg pour les viandes bovines sans os, et entre 1800 et 2000 DA le kg pour la viande caprine, indique l'Observatoire de la filière des viandes rouges de l'Institut technique de l'élevage (ITLEV) dans sa dernière Note conjoncture trimestrielle.

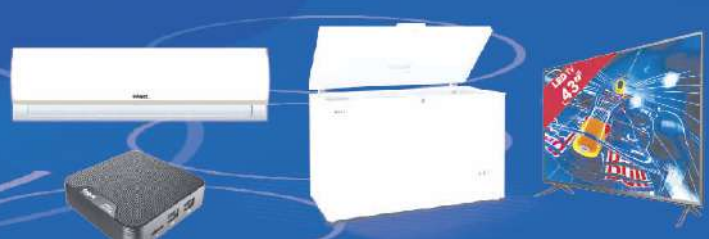
P 4

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR EN
VISITE DE TRAVAIL À TINDOUF

**Un programme
complémentaire
de 38 milliards de DA**

Conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la wilaya a bénéficié d'un programme complémentaire. Une enveloppe financière de 38 milliards de DA a été allouée pour la concrétisation de ce plan de développement. L'annonce a été faite par le ministre de l'Intérieur et des collectivités locales, Brahim Merad, en marge d'une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya.

P 5



Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، مع جيون

SITUATION DE
L'ÉCONOMIE
ALGÉRIENNE

Une délégation
du FMI chez le
CNESE

Le président du conseil national économique, social et environnemental (CNESE), le professeur Sidi Mohammed Bouchenak Khelladi, a reçu, jeudi au siège du Conseil une délégation du Fonds monétaire international, conduite par Monsieur CHRIS Geiregat chef de mission pour l'Algérie. Les deux parties ont échangé sur la situation et les perspectives de l'économie algérienne, les réformes structurelles engagées par les autorités, et leurs impacts sur la vie des citoyens. Le président du conseil a présenté les travaux réalisés par l'institution sur les différents aspects du développement socio-économique du pays en soulignant l'importance de la concertation entre les acteurs économiques et sociaux pour accompagner le processus de réforme et de modernisation du pays. De son côté, la délégation du FMI a salué le rôle du CNESE en tant qu'instance de réflexion et de proposition sur les questions stratégiques pour l'Algérie.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Nécessité de renforcer le partenariat algéro-tunisien

L'Algérie et la Tunisie veulent renforcer leur coopération bilatérale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique. Lors d'une audience accordée par le chef du Gouvernement tunisien au ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun, vendredi à Tunis, l'accent a été mis sur la nécessité de renforcer le partenariat bilatéral en matière de développement de l'industrie pharmaceutique.

Par Slimane T

« Au terme de la visite de travail qu'il a effectuée en République de Tunisie, pays frère, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun, a été reçu par le chef du Gouvernement tunisien, M. Ahmed Hachani, en présence de l'ambassadeur d'Algérie à Tunis. Les deux parties ont convenu de la nécessité de renforcer le partenariat bilatéral en matière de développement de l'industrie pharmaceutique », a indiqué le ministère, dans une publication sur sa page officielle Facebook. Les deux parties ont également salué « les relations privilégiées liant l'Algérie et la Tunisie, soulignant la nécessité de les renforcer davantage

». Le ministre s'est entretenu, jeudi, avec le ministre tunisien de la Santé, Ali Mrabet, sur les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique. A cette occasion, M. Aoun a invité le ministre tunisien de la Santé à intensifier les efforts de coopération et à renforcer la coordination entre les deux parties. Un mémorandum d'entente entre les deux ministères a également été signé dans le domaine de la production, du contrôle et de la commercialisation de médicaments dans les deux pays. Au terme de la rencontre, M. Aoun et la délégation l'accompagnant ont visité, en compagnie de M. Mrabet, le laboratoire national tunisien de contrôle des médicaments, où ils ont reçu des explications

sur les techniques de travail du laboratoire et ses modes de gestion. A l'occasion, précise le communiqué, les deux parties ont échangé sur la gestion et la production de médicaments dans les deux pays, et exhorté les membres des deux délégations à œuvrer pour intensifier les efforts et renforcer leur coordination afin de garantir des produits pharmaceutiques de haute qualité. A l'issue de la rencontre, les deux parties ont procédé à la signature d'un mémorandum d'entente portant sur la coopération dans le domaine de la fabrication et du contrôle des médicaments et pour intensifier leur production et leur commercialisation dans les deux pays.

ENERGIE

Constitution d'un groupe de travail entre le COMENA et la CNNC

Le Commissariat à l'énergie atomique (COMENA) et la Compagnie nucléaire nationale chinoise (CNNC) ont décidé, jeudi à Alger, de constituer un groupe de travail regroupant des experts des deux instances pour définir les domaines de coopération bilatérale, notamment en ce qui concerne les applications médicales de la technologie nucléaire, a indiqué un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines.

La décision a été prise lors de l'audience accordée par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, à une délégation de la Compagnie nucléaire nationale chinoise (CNNC), conduite par son PDG, Yu Jianfeng, en présence du Commissaire à l'énergie atomique et de cadres du ministère et du COMENA. Ce groupe mixte aura à "élaborer un plan d'action en matière de coopération, en tenant

compte des données actuelles sur l'utilisation en Algérie des sciences, technologies et applications nucléaires dans la lutte contre le cancer", tout en définissant les besoins nationaux en la matière, selon le communiqué. La rencontre a été l'occasion d'évoquer les relations de coopération entre le COMENA et la CNNC dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, ainsi que ses perspectives de développement.

L'accent a été mis sur le développement de la coopération dans les applications médicales de la technologie nucléaire, notamment l'imagerie diagnostique et la production des radio-isotopes en Algérie, lesquels sont utilisés dans l'industrie, l'agriculture, mais aussi dans le domaine médical pour le diagnostic des pathologies et le traitement des cancers, a conclu le communiqué.

ALLIANCE ASSURANCES

Signature d'une convention avec le Groupe HALIL Automobile

S'inscrivant dans le cadre de la relance du marché automobile en Algérie, Alliance Assurances a signé, mercredi dernier à Blida, une convention d'assurances, avec le Groupe HALIL Automobile représentant et distributeur exclusif de la marque allemande Opel en Algérie, filiale du groupeStellantis. En vertu de ce partenariat gagnant-gagnant, Alliance Assurances s'engage à garantir une couverture d'assurance optimale aux véhicules de la marque allemande qui seront importés et distribués en Algérie. Les couvertures d'assurances octroyées

aux acquéreurs de ces véhicules seront en tous risques avec une tarification préférentielle répondant aux conditions du protocole d'accord multilatéral signé et approuvé par la commission de supervision des assurances, précise la compagnie d'assurance dans son communiqué. Parmi les avantages ce partenariat, ajoute la même, la mise en place du service tiers payant qui prend en charge la réparation des véhicules Opel ayant subi des dommages et ce sans que l'assuré n'ait à se soucier des démarches administratives. En effet en cas de sinistre, les propriétaires

des véhicules OPEL n'auront qu'à acheminer leurs véhicules au niveau des ateliers OPEL Algérie, les réparations s'effectueront sans qu'aucun frais ne soit engagé par le client, puisque Alliance Assurances garantit le remboursement direct des dépenses engagées pour la réparation au profit de Opel Algérie, affirme Alliance Assurances. A travers sa filiale automobile ATA, Alliance Assurances met à la disposition de sa clientèle l'assistance automobile disponible 24/7 et joignable au 021 375 375. En outre, afin de mieux servir sa clientèle et

répondre à toutes ses questions, la compagnie met à la disposition de ses clients un centre d'appel opérationnel 6j/7 de 8h30 à 17h et joignable sur le 33 15 et au 021 379 379. Alliance Assurances se réjouit de cette collaboration et remercie une nouvelle fois ses partenaires :le groupe HALIL Automobile ainsi que StellantisEl-Djazair de leur confiance ; une collaboration qui sera fructueuse et profitable à toutes les parties grâce à la conjugaison de leurs efforts et leur complémentarité.

S.T.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES DANS L’AGRICULTURE ET L’INDUSTRIE

40 milliards de DA mobilisés par le gouvernement

Face aux changements climatiques et au recul drastique de la pluviométrie, la réutilisation des eaux usées épurées devient une nécessité. D’ailleurs, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait fixé l’objectif d’augmenter la récupération de ces eaux à hauteur de 60% d’ici 2030.

Par Zahir R

À cet effet, une stratégie opérationnelle vient d’être lancée par le ministère de l’Hydraulique. Intervenant à l’ouverture d’un séminaire placé sous le thème : « La valorisation de l’utilisation des eaux usées traitées en agriculture et industrie : expérience et perspectives », le ministre Taha Derbal a dévoilé les grandes lignes de la nouvelle stratégie, en faisant savoir que « face aux changements climatiques ayant affecté fortement les taux de précipitations, le ministère de l’Hydraulique explore diverses solutions pour fournir des quantités d’eau nécessaires pour chaque secteur ». Il a assuré que son département s’emploie à développer la réutilisation des eaux usées par les stations d’épuration grâce à des technologies modernes, en soulignant que l’augmentation des capacités de récupération des eaux usées traitées est un objectif stratégique fixé par le président de la République. Il a relevé qu’une enveloppe financière de 40 milliards de DA a été mobilisée pour la concrétisation de la stratégie nationale concernant le recyclage des eaux. Cette dernière consiste, dira-t-il, à l’exploitation optimale des stations d’épuration, élargissement de certaines striations, la réhabilitation, la réalisation de nouvelles stations et la généralisation du système du traitement tertiaire des eaux usées. Cette nouvelle technique permettra aux agriculteurs une utilisation des eaux usées traitées sans aucune restriction. Le ministre a rappelé, dans ce contexte, que le champ d’utilisation de ces eaux étaient destinées uniquement pour la céréaliculture et les plantes. Le ministre qui a animé une conférence de presse en marge de cette rencontre, a précisé

que son département a finalisé l’élaboration de fiches techniques et les études nécessaires pour le lancement de la stratégie nationale dans les prochains jours selon un calendrier bien défini. Des mesures qui permettront, selon le même responsable, de fournir environ 1,2 milliard m3 d’eau d’ici 2030. « L’objectif d’assurer des ressources hydriques supplémentaires au profit du secteur agricole, réduisant ainsi la pression sur les eaux souterraines et les eaux de surface, impactées par la faible pluviométrie », a-t-il expliqué, en soulignant l’importance des eaux traitées, classées comme la quatrième ressource hydrique après les eaux souterraines, de surface et l’eau de mer dessalée. Néanmoins, en dépit des investissements consentis dans le secteur de l’assainissement, le ministre a déploré une faible utilisation des eaux traitées. Selon le ministre, les 213 systèmes de traitement réalisés ayant une capacité théorique de traitement d’1 milliard de mètres cubes par an, ne produisent actuellement que 442 millions de mètres cubes par an, soit 44%. Le ministre a souligné que « la solution permanente et durable pour assurer l’approvisionnement en eau d’irrigation passe par l’utilisation de sources non conventionnelles, notamment les eaux usées traitées, qui représentent une ressource significative en eau, classée comme la quatrième source après les eaux souterraines, de surface et les eaux dessalées ». Dans ce contexte, rappelle-t-il, le secteur de l’Hydraulique a déployé d’importants efforts ces dernières années pour augmenter la mobilisation des ressources en eau non conventionnelles, en particulier les eaux usées traitées, à travers des projets d’investissement inscrits dans le programme d’assainissement en tant qu’axe central de la stratégie nationale visant à

améliorer le niveau de vie des citoyens, à accompagner le développement économique et à contribuer à la réalisation de la sécurité hydrique et alimentaire du pays. Pour sa part, la directrice de l’Office national de l’Assainissement (ONA), Noura Ziani, a indiqué que 18 stations ont été déjà sélectionnées pour la réutilisation des eaux traitées dans les domaines de l’agriculture et l’industrie. Elle a annoncé que les eaux produites par les 6 de ces stations sélectionnés seront utilisées dans l’arrosage du barrage vert et une autre station à usage industriel. « Une station d’épuration à Annaba sera utilisée pour l’alimentation du complexe Sider El-Hadjar en eau épurée », annonce-t-elle, en marge de cette rencontre. Il est à noter qu’un accord cadre a été signé, en marge de ce Séminaire, entre l’Office national de l’Assainissement et l’Office national de l’irrigation et du drainage (ONID) sur « la réutilisation des eaux usées traitées », dans le but de valoriser les eaux usées traitées dans le domaine de l’irrigation. Le ministre a annoncé, par ailleurs, que le projet d’aménagement et d’assainissement d’Oued El-Harrach sera réceptionné au cours du premier trimestre de l’année prochaine 2024. « Le projet est actuellement à son terme, et nous nous le suivons en coordination avec le ministère de l’Environnement et des Énergies renouvelables », affirme-t-il. Interpelé sur l’Oued Mazafran, le ministre a affirmé que « cet oued est pollué et nécessite une opération d’assainissement et de désinfection, à l’instar de tous les oueds d’Algérie », soulignant que cette dernière nécessite une étude. « Certes, la wilaya d’Alger dispose d’installations suffisant pour épurer l’eau mais l’Oued Mazafran reçoit de l’eau déversée par Tipaza, Blida et même une partie de la wilaya de Médéa », relève le ministre.

SALON SIPSA AFRICA FOOD

Cinq accords signés entre des opérateurs algériens et sénégalais à Dakar

Cinq accords de partenariat ont été signés entre des opérateurs algériens et sénégalais au cours de la 2ème édition du Salon SIPSA Africa Food tenue du 30 novembre au 2 décembre derniers à Dakar (Sénégal), a indiqué, samedi, dans un communiqué le président du Groupe de réflexion Filaha Innov (GRFI) et du Salon "Sipsa Filaha", Amine Benselmane. Le Salon Sipsa Afrika Food, mis en avant lors du salon Sipsa Filaha 2023 (organisé du 22 au 25 mai dernier au Palais des expositions à Alger), s’est exporté cette année à Dakar (Sénégal), en amenant avec lui 25 exposants algériens, des secteurs publics et privés, a-t-il précisé. Cette édition de ce salon s’est tenue en marge du Salon international des industries et techniques agroalimentaires (SIAGRO) au Sénégal, à la faveur d’un partenariat signé entre le GRFI et les organisateurs de cet événement, afin de "profiter de l’audience de ce salon", ont expliqué les organi-

sateurs du SIPSA Africa Food. Ce Salon itinérant, organisé cette année à Dakar, "a connu un grand succès", relève son président dans le communiqué, tout précisant que "cinq partenariats ont été signés entre des compagnies algériennes comme Bellat, Chocodada ou Hodna Coolding avec des distributeurs et des investisseurs sénégalais". Aussi, "trois grosses entreprises du secteur agricole ont initié des discussions prometteuses avec des compagnies sénégalaises leaders de leurs marchés respectifs et qui ont pu être identifiées grâce à une organisation proactive du Sipsa Afrika Food - Dakar", ajoute la même source. Cette édition qui a duré 3 jours a été marquée par des rencontres professionnelles entre les partenaires des deux pays, ayant permis aux opérateurs algériens de mieux se familiariser avec le marché sénégalais. Inauguré officiellement par l’ambassadeur d’Algérie à Dakar, Khaled Zohret Bouhalouane, ainsi que le directeur de Cabinet du

ministère de l’agriculture de la République du Sénégal, Boubakar Sow, le Sipsa Afrika Food - Dakar "a démontré sa parfaite maîtrise de l’organisation de tels événements à l’international", ont souligné les organisateurs, ajoutant que la partie conférencière sous la thématique de l’innovation et de la souveraineté alimentaire animée par les experts du GRFI a suscité un réel intérêt des délégués sénégalais. "Face au succès de cette manifestation les organisateurs ont donné rendez vous à leurs partenaires sénégalais du SIAGRO pour organiser ensemble de nouvelles rencontres professionnelles autour de l’agriculture et des enjeux de la souveraineté alimentaire en promettant de multiplier par deux les exposants algériens lors du prochain rendez-vous", conclut le communiqué A noter que les prochaines éditions du Sipsa Afrika Food devraient être organisées en Mauritanie, au Cameroun, au Côte d’Ivoire et dans d’autres pays.

R E

INNOVATION ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Accord de partenariat entre le CNRST et le groupe Sonelgaz

Un accord de partenariat a été signé, samedi à Alger, entre le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST) et le groupe Sonelgaz, visant à soutenir et à financer les projets d’innovation et de recherche scientifique. La cérémonie de signature s’est déroulée au Centre international de conférences (CIC) "Abdelatif-Rahal" en marge de la rencontre nationale organisée par le CNRST sous le thème "Pour un nouveau paradigme de la recherche". L’accord de partenariat a été signé par la Directrice centrale de la recherche et des partenariats à Sonelgaz, Wassila Salhi et le Directeur d’études au Conseil, El-Hadi Benyoucef. Dans une déclaration à la presse, le président du CNRST, Mohamed Tahar Abadlia a affirmé que cet accord avait pour but de concrétiser les recommandations qui sanctionneront cette rencontre nationale. Pour sa part, le Président directeur-général (PDG) du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal a indiqué que l’objectif était de définir les axes de coopération en matière de recherche scientifique, affirmant que Sonelgaz "sera toujours le principal soutien et sponsor de la recherche scientifique en Algérie". Dans le même contexte, il a rappelé "la conclusion d’accords avec nombre d’universités, notamment dans le domaine des énergies renouvelables", annonçant à ce propos le lancement de la fabrication de détecteurs de monoxyde de carbone par la Société algérienne des industries électriques et gazières (SAIEG), filiale du groupe, à compter du premier trimestre 2024. A son tour, Mme Salhi a affirmé que l’accord signé avec le CNRST représente une feuille de route pour une coopération mutuelle dans le but de parvenir à des solutions à toutes les préoccupations liées à l’innovation et à la technologie. A cet égard, elle a fait savoir que Sonelgaz avait reçu en 2023 vingt (20) startups pour présenter leurs projets innovants.

R E.

MUTUALITÉ AGRICOLE

Séminaire sur le rôle de l'assurance dans protection des investissements

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a organisé, jeudi à Tizi Ouzou, un séminaire pour mettre en exergue le rôle primordial que joue l'assurance dans la protection des investissements, la garantie des revenus et la durabilité des activités, a indiqué la mutualité dans un communiqué. Organisé à travers la Caisse régionale de Tizi Ouzou, ce séminaire avait pour thème "la CNMA levier de développement dans le cadre de sa stratégie d'accompagnement de ses assurés et sociétaires". "La CNMA Assurance, en tant qu'acteur économique proche de ses clients et ses sociétaires, se positionne comme un assureur conseil, soucieux de les aider à identifier et à maîtriser les risques de leurs métiers et de leurs exploitations, les incitant ainsi à intégrer la culture de l'assurance dans leurs activités", a précisé le communiqué. A cette occasion, les cadres de la CNMA ont animé cette journée et ont saisi cette opportunité "pour mettre en exergue le rôle primordial que joue l'assurance dans la protection des investissements, la garantie des revenus et la durabilité des activités", a ajouté la même source. Aussi, les cadres de la CNMA n'ont ménagé aucun effort pour partager chacun dans sa filière d'assurance, leur savoir-faire et leurs connaissances avec les invités présents, afin de présenter au mieux les différents produits d'assurances offerts par la mutualité, ainsi que les mesures d'accompagnements qu'elle garantit pour ses assurés et ses sociétaires. Cette journée a été aussi l'occasion de souligner que "la CNMA conçoit ses produits en réponse aux exigences du marché des assurances et en fonction des risques potentiels en s'appuyant sur la modernisation de ses produits dans le but de concevoir des propositions adaptées aux préoccupations de ses sociétaires afin de leur fournir une couverture assurantielle", souligne-t-on dans le

MARCHÉ DES VIANDES ROUGES DURANT LE TROISIÈME TRIMESTRE 2023

La tendance haussière des prix se poursuit

Durant le troisième trimestre de 2023 (entre juillet à septembre), les prix au détail des viandes rouges locales ont enregistrés de légères tendances à la hausse par rapport aux trimestres passés, des accroissements qui varient entre 3% et 11 % selon le type des viandes proposées.

Par Sirine R

Des prix qui oscillent en moyenne entre 2500 et 2600 DA le kg pour l'ovin (agneau), et 2300 et 2500 DA le kg pour les viandes bovines sans os, et entre 1800 et 2000 DA le kg pour la viande caprine, indique l'Observatoire de la filière des viandes rouges de l'Institut technique de l'élevage (IT-LEV) dans sa dernière Note conjoncture trimestrielle. «On a constaté dans l'ensemble, durant ce troisième trimestre 2023 que les prix en moyenne des viandes rouges toute catégorie ont enregistrés de légères tendances à la hausse entre les mois de juillet et septembre. Ainsi pour les viandes ovines (agneaux), on a relevé une augmentation de 5 % et 3% et 4 % pour les viandes bovines», indique la Note. Concernant les prix des viandes bovines locales, ces derniers ont enregistrés de légères hausses de l'ordre de 3 % à 4% durant ce trimestre 2023 par rapport aux trimestres passés. Une hausse des prix qui s'explique, indique la même source, par l'interdiction de l'importation des viandes bovines fraîches depuis 2021 et une baisse de la disponibilité des viandes locales aggravé par une hausse des prix des aliments et autres produits utilisés par les éleveurs et aussi la dégradation du pouvoir d'achat. Le niveau élevé des prix sur le marché national

traduit la synergie qui s'établit entre plusieurs facteurs : «Un marché interne libre immergé en grande partie dans les structures de l'économie informelle. Une forte demande générée par les catégories sociales à revenu différents et les spécificités du marché Algérien (Sacrifices rituels, forte demande durant le mois de ramadhan et les autres festivités religieuses et familiales le long de l'année. Une faible élasticité de la production locale, conséquence de la faible productivité zootechnique des élevages ovins et surtout bovins depuis plusieurs années. Une désorganisation de la profession et absence de coordination entre les différents acteurs des filières animales». Concernant les prix moyens des aliments concentrés se sont maintenus à des niveaux élevés durant ce troisième trimestre 2023, mais en comparaison mensuelle on relève une variation des prix entre les produits. Ainsi, entre les mois juillet et septembre, la Note a enregistré une hausse de 7 % pour l'orge en grain et une légère baisse de 2 % pour le son de blé, et 1% pour le mélange concentré (orge/son). Une situation due à une demande sans cesse croissante de ces aliments sur les marchés, notamment pour le cheptel ovin. Sur le plan structuration, les acteurs de la filière viandes rouges, reconnaissent que la filière est désorganisée en amont et en aval, ils mettent en évidence les difficultés rencontrées par les éleveurs pour alimenter leurs cheptels, et l'incapacité de réguler les stocks et l'insuffi-

sance de la chaîne de froid au niveau de certaines structures d'abattages. En effet, les besoins de la consommation qui ne cessent d'augmenter font que les prix ne sont pas ajustés en fonction de la demande et le type du produit offert, ajouté à cela l'émergence ces dernières années la tendance des intermédiaires qui se greffent et brassent un créneau juteux en multipliant les marges, d'où cette hausse des prix aux différents niveaux, ou c'est toujours le consommateur qui paye le prix. Pour les ressources alimentaires « cultivées », notamment les foin, l'orge ou les sous-produits tels que les sons et les issues de meuneries, les prix ont enregistrés des hausses significatives sur les marchés surtout ceux subventionnés par l'Etat (orge et issues de meuneries;etc.). Une ressource alimentaire comme l'orge très demandée et prisée par les éleveurs ovins, subventionné et vendus à des prix bas enregistre des perturbations au niveau de l'approvisionnement / distribution. Un grand nombre d'éleveurs se plaignent des quotas distribués qui restent insuffisants. Une situation due à une baisse de la production de cette céréale, et aussi à une mauvaise organisation au niveau de la distribution / commercialisation de ce produit, ce qui a créer une tension et une hausse des prix sur les marchés parallèles, favorisé par l'injonction des tierces personnes et intermédiaires de l'informel qui en profite toujours de la conjoncture.

FAO

Les prix alimentaires mondiaux se stabilisent en novembre

Les prix mondiaux des denrées alimentaires se sont stabilisés en novembre après trois mois consécutifs de repli, la hausse des huiles végétales, des produits laitiers et du sucre compensant la baisse des céréales et de la viande, a indiqué vendredi la FAO. L'indice des prix des denrées alimentaires calculé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui suit la variation des cours internationaux d'un panier de produits de base, reste en repli de 10,7% sur un an. Les prix des huiles végétales ont augmenté en novembre de 3,4% après trois mois consécutifs de baisse, et ceux des produits laitiers de 2,2%. L'indice des prix du sucre, qui avait atteint en septembre son plus haut niveau en 13 ans en raison

d'inquiétudes sur l'impact d'El Nio sur les récoltes en Thaïlande et en Inde avant de se replier en octobre, est reparti à la hausse (+1,4%). Il est 41% plus élevé qu'il y a un an. Les cours sont poussés « par des préoccupations accrues concernant les disponibilités mondiales à l'exportation au vu de la détérioration des perspectives de production » en Thaïlande et en Inde, note la FAO. Du côté des prix en baisse, l'indice des céréales a reculé de 3%. Il a été lesté par les prix du maïs, sous pression d'importantes ventes par les fermiers argentins et de la rentrée des moissons aux Etats-Unis. Les prix du blé ont aussi reculé, avec la rentrée des moissons en Argentine et en Australie et l'avancée des récoltes en Russie. L'indice des prix

du riz, qui avait atteint en août son plus haut niveau en 15 ans, est resté stable. Du côté de la viande, l'indice a reculé de 0,4% avec le repli des prix de la volaille et du bœuf. « La baisse des prix internationaux de la viande de volaille s'explique par une offre abondante, principalement en provenance du Brésil, en dépit des difficultés de la grippe aviaire dans de nombreux pays », souligne la FAO. L'organisation a par ailleurs légèrement relevé ses prévisions pour la production mondiale de céréales en 2023, de 0,9% à 2.823 millions de tonnes. Cette révision tient compte d'une révision à la hausse de la production de blé en Russie et en Turquie et de maïs aux Etats-Unis.

R E.

BLÉ

Les prévisions de production mondiale légèrement en hausse

L'estimation de production mondiale de blé a été légèrement relevée par le ministère américain de l'agriculture (USDA) du fait d'une hausse des récoltes prévues en Australie et au Canada. Selon le rapport mensuel Wasde de l'USDA sur la demande et production de céréales dans le monde publié vendredi, la récolte mondiale de blé devrait se monter à 783,01 millions de tonnes pour la campagne agricole de 2023-2024, soit plus d'un million de plus que lors de la précédente estimation. Cette hausse est notamment due à une

meilleure récolte prévue en Australie (+1 million de tonnes) et au Canada (+1 million également) qui a compensé une baisse prévue de la production brésilienne (-1 million). Les cours du blé baissaient à Chicago, le boisseau de blé (environ 27 kg) pour livraison en décembre, le plus échangé, se situant à 6,1850 dollars, en repli de 1,20% vers 17H40. Pour le maïs, la prévision du ministère américain est une hausse de la production mondiale à 1.222,07 millions de tonnes contre 1.220,79 millions évalués en novembre. L'estimation a été rele-

vée pour l'Ukraine d'un million de tonnes portant la production attendue du grain jaune à 30,50 millions de tonnes. L'Ukraine devrait pouvoir exporter un peu plus que prévu précédemment avec 21 millions de tonnes destinées aux marchés extérieurs, un million de plus qu'en novembre. Les Etats-Unis vont aussi exporter davantage de maïs (53,34 millions de tonnes au lieu de 52,71 millions), le ministère remarquant notamment les nombreux achats récents de la Chine. Le Mexique en revanche voit sa production fléchir d'un million

de tonnes à 25,50 millions. Pour le soja, la production mondiale devrait se situer à 398,88 millions de tonnes, en deçà des 400,42 millions de tonnes prévu précédemment.

Ce repli est essentiellement dû au recul de la production au Brésil, premier producteur mondial de l'oléagineux, tombant à 161 millions de tonnes contre 163 millions estimé le mois d'avant. Le Brésil entend toutefois en exporter davantage, soit 99,50 millions de tonnes contre 97,50 millions auparavant.

R E.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR EN VISITE DE TRAVAIL À TINDOUF

Un programme complémentaire de 38 milliards de DA

Conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la wilaya a bénéficié d'un programme complémentaire. Une enveloppe financière de 38 milliards de DA a été allouée pour la concrétisation de ce plan de développement. L'annonce a été faite par le ministre de l'Intérieur et des collectivités locales, Brahim Merad, en marge d'une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya.

Par Sirine R

L'élaboration du programme complémentaire pour la wilaya, se fera «selon une approche participative» qui associera tous les cadres locaux, notamment les représentants du peuple et les composantes de la société civile, en vue d'arrêter les axes du programme complémentaire, de manière à satisfaire les priorités de la population, d'autant que cette wilaya dispose déjà d'un important programme en cours. Il a indiqué que le programme complémentaire décidé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune au profit de cette wilaya, était «un acquis important» qui permettra de prendre en charge les préoccupations des citoyens. S'exprimant lors d'une réunion de coordination avec des cadres locaux, des élus et des représentants de la société civile de Tindouf, M. Merad a indiqué que «de grands efforts sont fournis par l'Etat pour stimuler le développement à Tindouf. Ils restent toutefois en deçà de nos ambitions pour cette

wilaya importante». Selon le ministre, «les projets stratégiques lancés, la semaine écoulée, par le président de la République, changeront le visage de la wilaya et de toute la région». Il s'agit des projets économiques structurants, à savoir l'exploitation de la mine de Gara Djebilet, la ligne de chemin de fer sur une distance de 950 km, l'ouverture du passage frontalier algéro-mauritanien, ainsi que la création d'une zone franche. Ces projets ont été décidés selon une approche complémentaire et permettront de créer une importante dynamique économique et des milliers de postes d'emploi, a-t-il ajouté, relevant qu'ils répondent également à la nouvelle orientation d'appui aux exportations hors-hydrocarbures et de consolidation de la dimension africaine. A noter que la visite du ministre de l'Intérieur dans la wilaya de Tindouf, s'inscrit dans le cadre de l'élaboration du programme complémentaire et de la détermination des priorités devant être prises en charge, en préparation du déplacement du Premier ministre,

Nadir Larbaoui, conformément aux instructions du Président de la République, lors de sa récente visite dans la wilaya. En effet, outre l'exploitation de la mine de Gara Djebilet et la mise en service de la ligne ferroviaire Tindouf-Bechar, l'ouverture du poste-frontalier avec la Mauritanie et la zone de libre-échange, conféreront à la wilaya une dynamique économique et créeront des postes d'emploi. Enfin, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a affirmé que «l'Algérie va bien», en indiquant que «notre pays dispose de grandes potentialités sous la direction du chef de l'État pour la relever grâce à sa volonté de changer les choses et de faire face aux difficultés tant internes qu'externes, dans le cadre d'un plan stratégique de changement». Le ministre a souligné que «la vision prospective du président de la République pour toutes les wilayas de l'Algérie crée une dynamique pour les rendre productives grâce à la mise en œuvre de projets structurants».

CONSEIL DES MINISTRES DE LA ZLECAF:

La proposition de l'Algérie sur l'industrie et l'investissement en Afrique adoptée

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a fait savoir, jeudi, que la 12e réunion du Conseil des ministres de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui a débuté mercredi à Dar es Salam en Tanzanie, avait adopté la proposition de l'Algérie concernant la reformulation du rapport sur l'industrie et l'investissement en Afrique. S'exprimant à la presse en marge des travaux du deuxième et dernier jour de la réunion, M. Zitouni a indiqué que le Conseil des ministres de la ZLECAf «a adopté la formule proposée par l'Algérie concernant la reformulation du rapport sur l'industrie, l'investissement et le taux d'intégration en Afrique». A ce propos, le mi-

nistre a souligné que «le Conseil a validé tous les rapports figurant à l'ordre du jour, à l'exception de celui sur l'industrie, l'investissement et le taux d'intégration en Afrique», au sujet duquel l'Algérie a exprimé «des réserves sur la formulation de certains de ses articles». «Il a été, ensuite, décidé de soumettre ce rapport à la prochaine réunion du Conseil des ministres du Commerce prévue en Afrique du Sud pour le valider et adopter définitivement la formule proposée par l'Algérie», a-t-il ajouté. M. Zitouni a indiqué, en outre, que le ministre sud-africain du Commerce lui avait demandé de tenir une réunion bilatérale afin de «lever tous les obstacles et parvenir à un accord sur ce rapport avant son

adoption». Le ministre du Commerce a pris part, mercredi, à la première journée des travaux de la 12e réunion du Conseil des ministres de la ZLECAf ayant porté sur l'examen du rapport du secrétaire général pour l'exercice 2023. Les ministres du Commerce présents à la réunion avaient débattu aussi du taux d'avancement du protocole du commerce électronique, la promotion de la participation de la femme et des jeunes au commerce africain, ainsi que du protocole d'investissement qui sera soumis aux Chefs d'Etat et de Gouvernements de l'Union Africaine (UA) pour adoption, selon un communiqué du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. Intervenant à l'occasion, M. Zitouni

avait affirmé «la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des dossiers en suspens et de pallier tous les obstacles empêchant d'asseoir les fondements effectifs de cet espace participatif commercial, à travers l'adoption des dossiers en cours de débat, tel le dossier des règles d'origine relatif au secteur des textiles et de l'automobile et le taux d'intégration». M. Zitouni avait plaidé, en outre, pour le renforcement de la coopération continentale dans le cadre de la ZLECAf, affirmant la nécessité de poursuivre les négociations au sujet des dossiers en suspens. Le ministre du Commerce a également visité le marché de la Zlecaf, organisé en marge de la réunion.

R E.

EXPORTATIONS HORS-HYDROCARBURES

Les entreprises appelées à saisir les facilitations

Les services des douanes ont réitéré, depuis Bouira, leur appel à l'adresse des opérateurs économiques pour qu'ils profitent davantage des facilitations douanières et autres mesures d'accompagnement accordées par l'Etat pour booster les exportations hors-hydrocarbures. Au cours d'une journée d'étude organisée par la chambre locale du commerce, à laquelle ont pris part des investisseurs et des opérateurs économiques venus de Bouira, Tizi Ouzou et de Béjaïa, les intervenants ont souligné l'importance que revêtent les mesures de facilitation et d'accompagnement prises par l'Etat algérien pour promouvoir les exportations

hors-hydrocarbures. «Il y a d'importantes facilitations dont notamment la réduction des taxes d'exportation ainsi que l'accompagnement des pouvoirs publics, que les différents opérateurs économiques doivent mettre à profit afin qu'ils puissent exporter leurs différents produits notamment dans le cadre des accords préférentiels signés avec la Tunisie et la Jordanie », a souligné l'inspectrice de l'opération commerciale au sein de la direction des Douanes de Bouira, Chahra Belaidi. L'intervenante a incité les représentants des entreprises présentes à se rapprocher davantage des services de douanes pour pouvoir obtenir toutes les informations

nécessaires concernant le processus d'exportation ainsi que les mesures d'accompagnement accordées par l'Etat. «L'accompagnement de l'Etat et votre implication dans ce processus aideraient à coup sûr à accroître davantage les exportations hors-hydrocarbures du pays et à conquérir de nouveaux marchés en Afrique ainsi que dans d'autres pays arabes », a lancé Mme Belaidi à l'adresse des entreprises présentes. Elle a rappelé que la wilaya de Bouira comprend une grande zone industrielle à Oued El Bardi. Pour sa part, le directeur du commerce et de la promotion des exportations de Bouira, Farouk Hamdaoui, a rappelé «

les progrès remarquables » réalisés ces dernières années par l'économie algérienne à travers ses exportations hors-hydrocarbures ayant atteint près de 7 milliards de dollars en 2022, alors que la facture n'avait pas franchi le seuil des 2 milliards avant 2019. Dans son intervention, l'orateur a réaffirmé l'ambition des pouvoirs publics à atteindre un volume de 10 à 13 milliards de dollars d'ici à la fin de l'année 2024. Pour ce faire, M. Hamdaoui a rappelé les différents programmes de soutien et d'accompagnement, et la législation adéquate, mis en place pour concrétiser ces objectifs.

R E.

INAPI

Dépôt de plus de 1 500 demandes de brevets d'innovation en 2023

Pas moins de 1.530 demandes de brevets d'invention ont été déposées, depuis le début de l'année en cours, par des étudiants et chercheurs indépendants et d'innovateurs du pays auprès de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), selon le Directeur général de cette instance. Abdelhafid Belmehdi a indiqué à l'APS en marge du Salon national de l'innovation, qui a pris fin jeudi soir à l'université Mustapha Stambouli de Mascara, que 1.530 demandes de brevets d'invention ont été déposées auprès de l'INAPI par des étudiants universitaires, des chercheurs indépendants et d'innovateurs au niveau national, depuis le début de l'année à ce jour. Il a ajouté que 50 % des demandes de brevets, enregistrées depuis le début de cette année, ont été déposées par des établissements universitaires et des centres de recherche, notant que «l'université de M'sila occupe la première place en termes de nombre de demandes de brevets, suivie par l'université de Biskra », puis l'université de Sidi Bel Abbès. Le même responsable a souligné que le nombre de demandes d'obtention de brevets déposées auprès de son instance a enregistré une «augmentation significative » au cours de cette année par rapport à l'année précédente, au cours de laquelle 654 demandes ont été enregistrées, attribuant cela à «la disponibilité d'un climat approprié pour la recherche scientifique dans notre pays, à travers l'instruction du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique N° 1275 sur les certificats de startups et des brevets d'innovation, qui a donné une impulsion à la recherche scientifique ». Par ailleurs, M. Belmehdi a révélé que l'INAPI a contribué, au cours de cette année, à la création de 122 centres d'appui à la technologie et à l'innovation au niveau des universités du pays, ce qui donnera une forte impulsion aux domaines de l'innovation et l'industrie. L'INAPI a élaboré pour l'année prochaine des programmes de mise en œuvre en collaboration avec le bureau externe de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en Algérie, qui comporte plusieurs activités scientifiques dans le domaine de la promotion des projets innovants et la recherche scientifique, dont des sessions de formation, la tenue d'expositions, la programmation de journées d'étude et de colloques.

**BEN BADIS
(CONSTANTINE)
35 millions de
dinars pour le
renforcement du
réseau d'eau
potable**

Une enveloppe financière de 35 millions de dinars a été allouée au projet de renforcement du réseau d'eau potable dans les zones d'ombre de Beni Yacoub et d'El Hambli, situées dans la commune de Ben Badis (30 km à l'est de Constantine), a indiqué, jeudi, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Mohamed El-Hadi Kettit. Le même élu a précisé que les travaux porteront sur la rénovation des conduites vétustes et endommagées, ainsi que sur la réalisation de nouvelles adductions à partir du réservoir du village d'El Hambli, d'une capacité de 1.000 m3 et doté d'une station de pompage, et du réservoir de Beni Yacoub, d'une capacité de 5.000 m3. Le président de l'APC de Ben Badis a précisé que les délais de réalisation n'excéderont pas trois (3) mois, le projet devant être livré avant la prochaine saison estivale, permettant ainsi de venir à bout de la crise de l'eau potable dans ces deux zones d'ombre où résident quelque 2.500 âmes. Kettit a également souligné que cette opération « répond à l'une des principales préoccupations des habitants de ces deux villages reculés, où 20 % seulement de la population est approvisionnée en eau potable à raison d'un jour sur deux, voire sur trois, conduisant la commune à alimenter la population au moyen de camions-citerne ou à aménager des fontaines publiques en tant que solutions provisoires ». Le président de l'APC a par ailleurs indiqué qu'une opération portant sur la réalisation de conduites d'assainissement au profit de 125 familles de ces deux zones d'ombre a été récemment inscrite. La Direction des Ressources en eau se chargera de cette opération pour laquelle un investissement public de quelque 5 millions de dinars a été consenti, a conclu le même élu.

**BLIDA
Intérêt croissant pour l'agriculture de montagne**

L'agriculture figure parmi les activités essentielles des populations des zones montagneuses de la wilaya de Blida, grâce au soutien et à l'accompagnement assurés par l'Etat à la promotion de cette activité, dont la contribution est certaine au développement socio-économique local.

En effet, de nombreuses familles des communes montagneuses de Blida, notamment les propriétaires terriens, se sont tournés, ces dernières années, vers l'exercice des activités agricoles, à grande échelle, encouragés par la forte demande exprimée sur les produits agricoles locaux, comme assuré par la direction locale des services agricoles (DSA).

« L'agriculture de montagne est particulièrement pratiquée dans la partie Est de Blida, caractérisée par une forte productivité agricole à longueur d'année, notamment les communes de Hammam Melouane, Larbaâa, Bougara et Souhane, où cette activité est devenue une source principale de revenus », a souligné la chargée du dossier agriculture de montagne, Djamilia Daoudi. L'Etat n'a pas ménagé d'efforts pour accompagner les agriculteurs de ces régions dans le lancement de leurs projets axés, entre autres, sur l'arboriculture fruitière et le petit élevage.

A Blida, la DSA a distribué, depuis 2019, plus de 4.040 ruches d'abeilles pleines et de 71 extracteurs de miel, en plus de 228 équipements spéciaux pour l'activité apicole. A ce jour, plus de 400 citoyens des zones montagneuses, dont une vingtaine de femmes, en ont profité, et la même responsable assure la poursuite de cette opération, jusqu'à la couverture de la totalité des demandes, estimées à près de 6.000.

Durant la même période, 13.296 oliviers ont été plantés à travers la wilaya grâce au soutien de l'Etat, en plus de 18.267 arbres fruitiers, dont une majorité d'aman-diers (3.000), une variété très répandue dans la wilaya ces dernières années, grâce à son rendement nettement supérieur à celui d'autres variétés



de fruits secs.

Un grand nombre de grenadiers a également été planté dans la région de Hammam Melouane (Est), outre des figuiers, des cerisiers et des abricotiers.

Selon Mme Daoudi, le choix de ces variétés n'a pas été fortuit, puisqu'une commission technique, englobant des représentants de la conservation des forêts, de la DSA, de la Chambre d'agriculture et des Instituts agricoles, a examiné les demandes exprimées pour déterminer les variétés d'arbres adaptées à l'altitude de chaque région et à la nature de son sol.

Programme spécial pour planter du caroubier dans les montagnes

Toujours au titre des efforts de promotion de l'agriculture de montagne, le ministère de tutelle a mis au point un programme spécial pour la plantation de caroubiers en zones montagneuses, dont la wilaya de Blida, au titre de la campagne 2023-2024, dans le but de développer cette filière et assurer une source de revenus supplémentaire aux populations de ces zones. Dans une première étape, plus de 8.000 plants de caroubiers sont prévus à la mise en terre en 2024, avec une prévision à la hausse suivant la demande exprimée, a souligné Mme Daoudi. Ces dernières années, le ca-

roubier fait l'objet d'un intérêt croissant des agriculteurs, dont ceux activant dans les zones montagneuses, en raison de sa facilité de commercialisation due à l'étendue des domaines de son exploitation, notamment l'industrie pharmaceutique, cosmétique et alimentaire.

S'agissant du programme de développement rural visant la stabilisation des habitants des zones montagneuses, leur désenclavement et l'encouragement de l'agriculture de montagne, la conservation locale des forêts a procédé depuis 2020 à l'aménagement de 48 km de pistes rurales et l'ouverture de 14 autres km.

Il est également prévu « prochainement » l'ouverture de 5 km de pistes supplémentaires, selon le chargé du service d'extension du patrimoine forestier et de protection des terres, à la conservation des forêts, Abdelhak Rezig.

L'électricité rurale représente l'autre préoccupation majeure des agriculteurs de ces zones, notamment les aviculteurs et les éleveurs de bovins, selon l'ingénieur d'Etat en aménagement rural et promotion des investissements, Hassan Sahel, qui a souligné le raccordement de nombreuses zones montagneuses de Hammam Melouane (Est) et Ain Romana (Ouest), dans l'attente

du raccordement d'autres régions de la wilaya, à l'avenir. Agé d'une trentaine d'années, le jeune Ahmed fait partie de ces jeunes diplômés universitaires qui ont choisi d'investir dans l'activité agricole à Hammam Melouane, réputée pour son agriculture de montagne.

Ce jeune titulaire d'une licence en biologie de l'université Saad Dahlab de Blida, a expliqué, à l'APS, avoir introduit une demande auprès de la DSA pour l'obtention d'un soutien pour la plantation de grenadiers, au titre de l'extension de ses activités, suite à la réussite de son projet d'apiculture, dont les produits se vendent au-delà des frontières de la wilaya, en raison de leur qualité supérieure, selon ses propos. Visiblement confiant en l'avenir, Ahmed ambitionne de planter d'autres variétés d'arbres fruitiers, voire même de se lancer dans l'élevage de vaches laitières et la production de lait. Il a, néanmoins, soulevé le problème de manque des eaux d'irrigation, ces dernières années, en raison de la baisse du niveau des eaux souterraines, ayant impacté, selon lui, sur le rendement des puits agricoles dans ces régions.

D'autres agriculteurs perpétuent la tradition familiale, à l'instar de Mohamed (80 ans), qui, aidé par ses fils, continue à s'occuper de l'exploitation familiale spécialisée en arboriculture fruitière et élevage animal dans la région de Sidi Rabah, sur les hauteurs Mouzaia (Ouest). Il a particulièrement loué le « soutien de l'Etat » qui l'a « beaucoup aidé » dans le développement de son exploitation agricole.

**MÉDIATION DE LA RÉPUBLIQUE DE LA WILAYA DE DJELFA
Plus de 1.900 requêtes enregistrées**

Plus de 1.900 requêtes enregistrées 1.947 requêtes ont été adressées à la délégation locale du médiateur de la République de la wilaya de Djelfa depuis le début de l'année 2023, a révélé, jeudi dernier, le délégué local de cette instance, Samir Kasri. « La majorité de ces requêtes a été prise en charge par les directions concernées », a indiqué le même responsable, en marge d'une rencontre de formation au profit des secrétaires généraux des communes, des directeurs exécutifs et de représentants de différents établissements publics, sur le portail élec-

tronique de suivi numérique du registre des doléances des citoyens, au titre de la plateforme «tansik.dz». Kasri a fait cas, en outre, de plus de 3.700 requêtes enregistrées entre 2022 et 2021, relatives à des préoccupations personnelles, ou liées au développement local, introduites par des personnes physiques, morales ou des associations locales, dont un taux de 98% a été pris en charge. Le même responsable a souligné l'« importance » du portail électronique dans la « transmission des préoccupations et doléances des citoyens », notant la réalisation d'avancées

significatives, grâce à la coordination des efforts avec les autorités locales, à travers la commission chargée de la levée des obstacles sur les projets d'investissements notamment. Cette journée de formation a été notamment axée sur l'information des participants sur ce nouveau portail électronique, qui accompagne les efforts des autorités publiques visant la généralisation de la numérisation et l'exploitation des technologies modernes dans la gestion des affaires publiques, ont souligné des participants.

ARRÊTER LES ÉNERGIES FOSSILES :

Il faut acter la sortie Oui, mais pas tout de suite...

Acter à la COP28 la sortie des énergies fossiles semble quasiment impossible. Pourtant, rien d'autre ne nous permettra de limiter la hausse des températures. Réduire la COP28 au conflit d'intérêts patent de son président, Sultan Al Jaber, serait une erreur.

Par Katheline Schubert (*)

Les COP précédentes ne se sont pas déroulées dans l'un des principaux pays producteurs de pétrole, et pourtant, peu d'avancées notables ont été enregistrées sur la question de la sortie des énergies fossiles. Les Etats et les entreprises pétroliers et gaziers ont fait un lobbying féroce pour ralentir cette sortie et une désinformation massive pour renforcer les opinions climatosceptiques. Les pays consommateurs ont, eux, tardé à enclencher les transformations nécessaires. Alors que les travaux scientifiques estiment qu'il faut laisser dans le sous-sol une très grande partie des réserves prouvées d'énergies fossiles si on veut avoir une chance de limiter l'augmentation de la température à 1,5 °C (« Nature », 2021), le monde n'en prend pas le chemin.

L'Asie, championne du charbon
Les cas du charbon et des hydrocarbures sont assez différents. Le sort du charbon (la plus émettrice de CO2 des énergies fossiles) est probablement déjà scellé aux Etats-Unis et en Europe. La production et la consommation se sont déplacées vers l'Asie, qui compte aujourd'hui les trois plus gros producteurs de charbon : la Chine, l'Inde et l'Indonésie. La Chine et l'Inde font à elles seules 70 % de la consommation mondiale (IEA, 2023). Si Sultan Al Jaber peut amener ces pays à accepter un engagement de sortie rapide du charbon, ce serait une victoire énorme pour la COP28. Concernant le pétrole et le gaz, non seulement l'offre ne diminue pas, mais elle augmente. La quasi-totalité des entreprises du secteur des hydrocarbures continue d'investir massivement dans l'exploration pour trouver de nouveaux gisements, au risque que ces gisements ne soient jamais exploités et constituent

ce qu'on appelle des actifs échoués.

Comment expliquer cela ?

La première explication est que les entreprises et les états pétroliers et gaziers ne croient pas que des politiques climatiques suffisamment ambitieuses seront mises en place pour susciter la transition énergétique et parient donc sur une demande qui ne va pas faiblir. Une deuxième explication est d'assister à un phénomène de « paradoxe vert ». Anticipant une politique climatique ambitieuse, les entreprises pétrolières et gazières veulent extraire et vendre le plus possible avant qu'il ne soit trop tard. Enfin, une explication de plus en plus plausible est que ces acteurs misent sur la capture et séquestration du carbone à la source ou directement dans l'air. Dans les scénarios du GIEC, cette option est nécessaire pour compenser les émissions impossibles à éliminer dans l'aviation et l'agriculture en parti-

culier. C'est une option technologique pour l'instant très coûteuse. Le risque est que de gros efforts et subventions soient consacrés à faire progresser ces technologies au détriment des investissements indispensables à l'atténuation. Ces stratégies ne sont pas l'apanage des membres de l'OPEP. Depuis 2017, les Etats-Unis sont le plus gros producteur de pétrole et de gaz mondial, et ils augmentent encore leur production. Le Royaume-Uni vient d'autoriser de nouveaux forages en mer du Nord.

Opposition des populations

Quant à la demande, elle ne baisse pas (IEA, 2023). Les politiques climatiques sont trop timides. La taxation du carbone au niveau approprié (autour de 200 euros par tonne de CO2) rencontre l'opposition des populations et les gouvernements font un pas en arrière dès qu'ils en ont l'occasion (le Royaume-Uni a repoussé l'interdiction de la vente des

... Il faut acter la sortie Oui

Nous sommes trop drogués à l'énergie pour réduire rapidement nos achats de pétrole et de gaz sans subir une effroyable crise de manque. Bon, d'accord. Arrêtons les énergies fossiles, c'est trop sale. Un arrêt qui serait un message idéal pour la COP28. Commençons naturellement par stopper tous les investissements dans le pétrole. Mais alors...

Par Jean-Marc Vittori

Que se passe-t-il ? Premier scénario : Total se lance tout seul. L'an prochain, le géant français du pétrole et du gaz (rebaptisé TotalEnergies) ne dépense plus un euro pour trouver de nouveaux gisements. C'est ce que réclamaient les militants qui ont tenté de bloquer l'assemblée générale du groupe en mai dernier.

Pacte anti-faustien

Cet arrêt va-t-il faire baisser la production de pétrole ? Absolument pas, du moins pas à court terme. Car la demande ne va pas diminuer. Nous n'allons pas décider de moins rouler en voiture parce que Patrick Pouyanné, le PDG de TotalEnergies, a eu une illumination. D'autres pétroliers vont prendre le relais. C'est ce qui s'est passé dans le charbon. De grands producteurs européens d'électricité se sont débarrassés de leurs centrales à charbon. Mais ils ne les ont pas toutes fermées. Nombre d'entre elles ont été rachetées par des acteurs moins scrupuleux ou moins exposés, comme le Tchèque Daniel Kretinsky. Ces centrales ont continué à tourner en émettant des masses de CO2. Avec la flambée des prix de l'électricité l'an dernier, elles ont rapporté beaucoup d'argent à leurs exploitants, rarement installés dans les mêmes pays que les centrales. Une manne fiscale a donc aussi disparu. Engie, comme Uniper, a conclu un pacte anti-faustien : elle s'est achetée une bonne conscience en bradant des actifs.

Faut-il s'acharner dans cette voie ?

Deuxième scénario : touchés par une grâce divine, tous les pétroliers du monde cessent demain d'investir le moindre dollar dans l'exploration, et même la maintenance des gisements existants. Cette fois-ci, la production baisse vraiment. Des experts estiment que la chute serait de 3 à 4 % par an, avec un effet ra-

pide en raison de la baisse de la pression dans les champs en cours d'exploitation.

Le choc serait massif. En 2020, l'offre avait certes chuté d'avantage, de 7 %, mais la demande avait reculé encore plus vite pour cause d'épidémie. A tel point qu'un prix négatif du pétrole était fugitivement apparu sur un marché à terme.

Comme un héroïnomane

Cette fois-ci, sans confinement, l'ajustement se ferait seulement par les prix. Sur un marché à la fois tendu et vital comme celui du pétrole, les prix pourraient doubler, voire tripler. En France, le litre d'essence ou de gazole dépasserait les 3 euros. Combien de « gilets jaunes » sur les ronds-points ? Comme pour le charbon, il faut tirer la leçon des événements récents. Notre réaction collective face à la flambée des prix du pétrole et du gaz l'an dernier montre à quel point nous sommes accros à l'énergie. Comme l'héroïnomane qui vole pour acheter sa dose, nous sommes prêts à renier nos principes pour continuer à nous injecter barils et mètres cubes.

1.481 milliards de dollars de subventions

Un consensus s'était ainsi forgé depuis des années sur la nécessité de supprimer les subventions aux énergies fossiles. Mais l'an dernier, pour protéger les consommateurs et les entreprises de la très forte hausse des prix, les Etats ont fait exactement l'inverse. « Le coût budgétaire du soutien public aux énergies fossiles fourni dans 82 économies du monde entier a pratiquement doublé en un an, passant de 770 milliards de dollars en 2021 à 1.481 milliards de dollars en 2022 », souligne l'OCDE, le cercle de réflexion économique des pays avancés. Rien qu'en France, le « bouclier tarifaire » et autres aides à la consommation d'énergie auraient coûté 85 milliards d'euros en trois ans.

Dénoncer une méchante multinationale

L'Europe avait aussi décidé de se passer de l'énergie russe pour protester contre l'invasion de l'Ukraine. Mais elle a fortement

accu ses achats de gazole indien... tiré du pétrole russe que l'Inde achète désormais en plus grandes quantités. Et ses achats de gaz naturel liquéfié ont bondi, en provenance notamment de Russie. D'après des spécialistes du secteur, il faudra attendre 2027 pour que l'Europe puisse se passer du GNL russe. Nous ne sommes donc pas prêts à réduire brutalement notre demande d'énergie. Evidemment, pour une association ou un mouvement écologique, il est facile de mobiliser des militants en dénonçant une méchante multinationale. Mais ceux qui veulent vraiment avancer dans la décarbonation doivent raisonner plus large. Il faut bien sûr exercer une pression sur l'offre, inciter vigoureusement les grands acteurs de l'énergie à accélérer dans les solutions qui n'émettent pas de gaz à effet de serre. Mais il faut aussi avancer sur la demande. Impossible de réussir la destruction d'un trafic de drogue sans sevrer les toxicomanes.

Casse sociale majeure

Pour ne plus mettre d'essence dans nos voitures, nous devons changer. Limiter nos déplacements, passer à la voiture électrique, rouler à vélo, trouver un emploi plus proche, déménager. Chacun à sa manière, car l'éleveur de Saône-et-Loire n'a pas les mêmes contraintes que le bobo parisien. Ces changements sont non seulement possibles, ils sont aussi indispensables. Mais pour les mettre en oeuvre sans engendrer une casse sociale majeure et des tempêtes politiques, il faut du temps. Dans un monde imaginaire, il suffit d'appuyer sur un bouton vert pour arrêter les énergies fossiles. Dans la vraie vie, il faut rendre la fin du pétrole, du gaz et du charbon acceptable, par le plus grand nombre, le plus vite possible. Ce qui risque de passer, hélas, par d'ultimes investissements mar-

30 000 TONNES
PAR MOIS DE
SUCRE GRATUIT
**La crise du sucre
s’aggrave en
Egypte**

Dans le cadre de la résolution de la crise du sucre en Égypte, le ministre égyptien de l'approvisionnement et du commerce intérieur, Dr Ali Al-Moselhi, a publié une directive ministérielle visant à accroître la disponibilité de l'approvisionnement en sucre gratuit pour répondre aux besoins requis. Un kilogramme de sucre gratuit sera versé sur la carte de rationnement qui compte 3 bénéficiaires ou moins. Deux kilogrammes de sucre gratuit seront également versés sur la carte sur laquelle quatre bénéficiaires ou plus sont enregistrés, au prix de 27 livres le kilo et payés en espèces, en plus de la valeur de la subvention indiquée sur la carte de rationnement. Le sucre sera distribué gratuitement aux points de rationnement à travers les magasins des grossistes « Général » et « Égyptien », affiliés à la Holding des Industries Alimentaires, et les points de rationnement, qui comptent 40 000 points de vente entre les complexes de consommation, distribueront aux citoyens des cartes de rationnement en quantités estimées à environ 30 000 tonnes de sucre gratuit par mois, en plus d'environ 65 000 tonnes de sucre de restauration. Dans certaines régions, un kilo de sucre était vendu environ 58 livres, contre environ 24 livres avant la crise actuelle. Un commerçant a déclaré que la crise n'est pas liée aux quantités offertes, mais plutôt au fait qu'un grand nombre de grands commerçants monopolisent le produit et s'efforcent de satisfaire leur soif et obtenir des gains rapides et énormes. Tous les organismes de contrôle, y compris les directions d'approvisionnement des gouvernorats, ont également été chargés, en coopération avec le Département des enquêtes sur l'approvisionnement et l'Agence de protection des consommateurs, de suivre, d'inspecter et d'assurer le plein respect des contrôles et des mécanismes et procédures de contrôle pour la disponibilité des quantités de sucre sur les marchés.

TUNISIE

Le taux d’indépendance énergétique se situe à 49 % à fin octobre 2023

Les ressources d’énergie primaire se sont situées à 3.8 Mtep à fin octobre 2023. Elles enregistrent ainsi une baisse par rapport à la même période de l’année précédente de 4 %.

Cette baisse est due principalement à la diminution de la production nationale de pétrole brut et de gaz naturel. C'est ce qu'on peut lire dans le bulletin de la conjoncture énergétique à fin octobre 2023, publié par le ministère de l'Industrie, des Mines et des Energies. Le document, qui comprend plusieurs chiffres et données, affirme que les ressources d'énergie primaire restent dominées par la production nationale de pétrole et de gaz qui participent tous les deux à hauteur de 73 % de la totalité des ressources d'énergie primaire. La part de l'électricité renouvelable (production STEG uniquement) reste timide et

ne représente que 1 % des ressources primaires. A signaler que la redevance sur le transit du gaz algérien a enregistré une baisse de 1 % à fin octobre 2023, par rapport à la même période de 2022. Il s'agit également d'indépendance énergétique. La demande d'énergie primaire a diminué entre fin octobre 2022 et fin octobre 2023 de 4 %. En effet, la demande de gaz naturel a diminué de 4 %; alors que celle des produits pétroliers a enregistré une baisse de 3 %. A signaler que la demande de gaz naturel a diminué de 4 % suite à la limitation des achats de gaz algérien. Et pour faire face et couvrir la totalité de la demande nationale en électricité, la STEG s'est orientée vers les

importations d'électricité. La structure de la demande en énergie primaire a enregistré un léger changement. Ainsi, la part des produits pétroliers est passée de 47,4 % à fin octobre 2022 à 47,8 % à fin octobre 2023. Par contre, la part de gaz naturel est passée de 52,2 % à 51,8 % durant la même période. En comptabilisant la redevance, le bilan d'énergie primaire fait apparaître à fin octobre 2023, un déficit de 4 Mtep enregistrant ainsi une diminution de 3 % par rapport à fin octobre 2022. Le taux d'indépendance énergétique, qui représente le ratio des ressources d'énergie primaire par la consommation primaire, s'est situé à 49 % à fin octobre 2023, en-

registrant une quasi stabilité par rapport à la même période de l'année précédente. Alors que, sans comptabilisation de la redevance, le taux d'indépendance énergétique se limiterait à 38 % à fin octobre 2023; enregistrant aussi une quasi stabilité par rapport à la même période de l'année précédente. Enfin, le déficit du bilan d'énergie primaire a diminué de 3 % durant les dix premiers mois de 2023 par rapport la même période de 2022. Cette diminution est due essentiellement à la baisse de la demande d'énergie primaire. La production des hydrocarbures a joué, par contre, en défaveur de cette baisse.

OPÉRATION COMPLEXE À GAZA

Les palestiniens ont récupéré 900 000 billets de banque des décombres

Afin de récupérer et de sauver plus de 900 000 billets de banque noyés sous les décombres, des banquiers palestiniens ont mené une opération très complexe et confidentielle dans le nord de la bande de Gaza. Ils ont réussi à les récupérer et à les déplacer en lieu sûr. Selon les détails publiés exclusivement par le journal britannique "Financial Times", l'opération s'est achevée avec succès mardi dernier, puisque les banquiers qui se trouvaient à bord d'un convoi de véhicules ont pu récupérer des billets d'une valeur d'environ 180 millions de shekels en espèces (50 millions de dollars américains). Le journal britannique affirme que les billets pesant plus d'une tonne ont été transportés et conservés dans une cache sécurisée dans deux succursales de la Banque de Palestine dans certaines des zones les plus dévastées de la bande de Gaza assiégée, où il ne reste aujourd'hui qu'un seul bâtiment intact et pas un seul guichet automatique bancaire. Inquiets du manque croissant de liquidités dans le sud de Gaza, où la majorité des 2,3 millions d'habitants de l'enclave ont fui et où sont désormais basés

la plupart des bénéficiaires de l'aide humanitaire, les responsables de la Banque de Palestine ont vu la trêve comme une opportunité afin de récupérer une grande partie des billets bloqués dans le nord qui pourraient être perdus et contribuer à éviter l'effondrement économique. L'opération de sauvetage, baptisée ConOps-Gaza, a nécessité une planification approfondie, selon le Financial Times, car elle a nécessité l'obtention du soutien des Nations Unies, une surveillance intensive, en plus de l'obtention d'un permis du colonisateur, ainsi qu'un permis des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne. Les quelque 900 000 billets suffisaient à remplir un conteneur d'expédition.

Un convoi inhabituel...

Une fois la mission terminée, les billets sont désormais disponibles et en circulation dans le sud de Gaza, où des efforts sont déployés chaque jour pour maintenir la circulation des liquidités face aux intenses bombardements de l'état sioniste. Alors que les roquettes tombaient massivement sur

Gaza pendant une grande partie des deux derniers mois, les employés de la banque conduisaient des voitures privées vers des succursales fermées, prenaient de l'argent dans les coffres-forts et remplissaient les distributeurs automatiques pour les faire fonctionner avec de fréquentes interruptions. Un responsable de la Banque de Palestine a déclaré : « Nous avons fait cela via des distributeurs automatiques et des succursales situés dans des zones relativement sûres », notant que seuls six distributeurs automatiques de la Banque de Palestine fonctionnaient dans le sud et le centre de Gaza. Parfois, les employés ont recouru à des transferts secrets d'argent entre les succursales et les distributeurs automatiques. Les mesures prises par les banques palestiniennes visent à atténuer la crise économique de Gaza, dépendante de l'argent liquide, alors que la population assiégée est confrontée à la hausse des prix, à de graves pénuries alimentaires et à la menace constante de bombardements.

ARABIE SAOUDITE

MBS lance un plan d’urbanisme pour la ville de Qiddiya

Le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, a révélé le plan d'urbanisme, ainsi que l'image de marque mondiale de la ville de Qiddiya, un vaste projet de divertissement en cours de construction, situé à la périphérie de Riyad. Le prince héritier, qui préside le Conseil d'administration de la Qiddiya Investment Company, a déclaré que la ville visait à s'imposer rapidement comme la première destination mondiale en matière de divertissement, de sport et de culture, ce qui bénéficiera à l'Arabie saoudite en contribuant à stimuler sa croissance économique, sa notoriété sur le plan international, ainsi que sa position stratégique, a rapporté l'Agence de presse saoudienne (SPA). Ce projet vise également à améliorer la qualité de vie, a ajouté le prince, et à positionner Riyad parmi les dix premières économies mondiales. L'investissement dans Qiddiya est

une pierre angulaire de la Vision 2030 de l'Arabie saoudite, qui vise à développer et à diversifier l'économie du Royaume, à réduire la dépendance du pays à l'égard des revenus pétroliers, et à créer des milliers d'opportunités d'emploi pour la jeunesse saoudienne. Qiddiya, qui est l'un des projets principaux supervisés par le Fonds d'investissement public, est considéré comme une source essentielle de soutien pour les objectifs touristiques et économiques ambitieux du Royaume, en sus de l'amélioration de la qualité de vie des résidents et des visiteurs. Il devrait permettre d'attirer des investisseurs locaux, régionaux et internationaux, qui, à leur tour, apporteront leur soutien à Riyad.

Destination unique

Les travaux dans le projet de Qiddiya, représentant environ 10 mil-

liards de riyals saoudiens (1 riyal saoudien = 0,25 euro) d'investissement dans des projets de construction, ont commencé en 2019. Il a été révélé que l'image de marque de Qiddiya adoptera comme motif principal le concept de de « jeu », basé sur des décennies de recherche montrant que celui-ci est primordial pour le développement intellectuel, l'expression émotionnelle, les compétences sociales, la créativité et la santé physique. Des études ont également montré les effets positifs des activités créatives sur la société, notamment leur capacité à aider à surmonter les différences et à combler les fossés entre les individus, de même qu'à renforcer l'empathie et la cohésion sociale. La ville de Qiddiya, décrite comme une destination unique en son genre qui promet d'offrir aux résidents et aux visiteurs des divertissements continus grâce à des activités

et des événements sportifs, une culture et une vie urbaine exceptionnelle, comptera à terme 600 000 résidents et 60 000 bâtiments sur une superficie de 360 kilomètres carrés. Elle devrait créer plus de 325 000 emplois, générer un produit intérieur brut nominal de 135 milliards de SR par an et attirer annuellement 48 millions de visiteurs. Situées à environ 40 minutes du centre de Riyad, et surplombant le paysage impressionnant des montagnes de Tuwaiq, les attractions de la ville de Qiddiya comprendront un district de jeux et de sports électroniques, un circuit automobile, des terrains de golf, un immense parc aquatique, ainsi que le parc à thème Six Flags Qiddiya. Elles incluront également un stade comprenant le plus grand musée olympique au monde. Les premières installations devraient ouvrir d'ici deux ans.

TAXE CARBONE EUROPÉENNE

La BAD appelle à exempter l’Afrique et évalue les pertes du continent à 25 milliards \$ par an

Le président de la BAD estime que l’Afrique, qui est déjà lésée par le changement climatique malgré sa part négligeable dans les émissions mondiales de gaz à effet de serre, a désormais besoin d’utiliser le gaz naturel pour réduire sa pauvreté énergétique et soutenir son industrialisation.

Les pays africains devraient être exemptés de l'application du mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières (MACF) qui risque d'engendrer un manque à gagner de 25 milliards de dollars par an pour le continent en pénalisant ses exportations à forte valeur ajoutée telles que le fer et les engrais, a plaidé le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina (photo), le mercredi 6 décembre 2023. « L'Afrique est confrontée à un nouveau défi en matière d'exportations, en particulier vers l'Europe, son principal partenaire commercial, avec le mécanisme d'ajustement de la taxe carbone aux frontières de l'Union européenne (UE) qui limitera considérablement ses exportations de produits à valeur ajoutée tels que le ciment, le fer, l'acier, l'aluminium et les engrais », a-t-il déclaré lors d'une conférence sur le commerce durable tenue à Dubaï (Emirats arabes unis), en marge de la 28e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques

(COP28). « Compte tenu du déficit énergétique de l'Afrique et de sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles, en particulier du diesel utilisé par les entreprises, l'Afrique sera contrainte d'exporter à nouveau des matières premières vers l'Europe. Ce qui accentuera la désindustrialisation du continent », a ajouté M. Adesina, indiquant que le continent « pourrait perdre jusqu'à 25 milliards de dollars par an à cause du mécanisme d'ajustement de la taxe carbone aux frontières de l'UE. » Le président de l'institution financière panafricaine a également souligné que l'Afrique, qui ne contribue que marginalement aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, a désormais besoin d'exploiter le gaz naturel pour réduire sa pauvreté énergétique et augmenter ses niveaux d'industrialisation. « L'Afrique devra utiliser le gaz naturel comme combustible de transition, afin de réduire la variabilité de l'énergie renouvelable et de stabiliser

ses systèmes énergétiques pour soutenir l'industrialisation. Le continent, qui a déjà été lésé par le changement climatique, ne doit pas l'être par des taxes sur le carbone aux frontières qui restreignent le commerce », a-t-il dit. Une mesure de défense commerciale Plus connu sous l'appellation de la taxe carbone européenne, le mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières a été mis en œuvre le 1er octobre 2023, avec une période de transition de trois ans au cours de laquelle seules les obligations de déclaration s'appliqueront. Les paiements ne seront exigés qu'à partir de 2026. Cette taxe s'appliquera dans une première étape à sept secteurs (ciment, acier, fer, aluminium, engrais, électricité et hydrogène). Mais la liste des secteurs couverts devrait s'élargir graduellement. Le mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières constitue à la fois un moyen pour atteindre l'objectif d'une diminution de 55% des émissions de gaz à effet de

serre (GES) à l'horizon 2035 (par rapport aux niveaux de 1990) et une mesure de défense commerciale. Il vise en effet à rendre plus équitables les conditions de concurrence entre les entreprises de l'UE et celles des pays tiers en attribuant un prix du carbone à certains produits importés. Le MACF est conçu pour compléter le système d'échange de quotas d'émission (SEQUE) qui s'applique depuis 2005 à l'ensemble des pays membres de l'UE ainsi qu'à l'Islande, au Liechtenstein et à la Norvège. LE SEQUE oblige les entreprises européennes à acquérir un nombre de quotas d'émission de GES correspondant à la quantité réelle de leurs rejets de CO2 ou de gaz équivalents pour décarboner leur processus de production. Pour éviter des délocalisations induites par l'absence de taxation du carbone pour les importations, l'UE a décidé de soumettre les produits importés au même prix carbone imposé aux biens produits dans l'espace européen.

POUR FAIRE FACE À LA HAUSSE DE SES DÉPENSES

Le FMI prête au Togo 390 M USD

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé vendredi être parvenu à un accord avec le gouvernement togolais en vue du lancement d'un programme d'aide à hauteur de 390 millions de dollars afin de l'aider à faire face à la hausse de ses dépenses. L'accord doit encore être approuvé par le conseil d'administration du

Fonds. Le FMI justifie, dans un communiqué, ce plan par la nécessité de "répondre à des dépenses nécessaires pressentes, notamment du fait de l'augmentation des inquiétudes en termes de sécurité, et afin de préserver la stabilité et l'inclusion sociale". "Les autorités togolaises se sont engagées à

mener un large programme de réformes économiques bâti sur le plan de développement du gouvernement afin de réduire les défis auxquels le pays doit faire face, notamment d'un point de vue sécuritaire", a déclaré le chef de la mission sur place, Hans Weisfeld, cité dans le communiqué.

POUR L’ACQUISITION DE 11 GROS-ORTEURS DE MODÈLE A350-900

Ethiopian Airlines dévoile un protocole d’accord avec Airbus

Ethiopian Airlines vise une couverture plus importante avec plusieurs liaisons vers toutes les régions du monde, ce qui traduit ses investissements substantiels ces derniers mois pour booster sa flotte d'aéronefs. Ethiopian Airlines a dévoilé un protocole d'accord avec Airbus pour l'acquisition de 11 gros-porteurs de modèle A350-900. La convention a été actée à l'occasion du salon aéronautique de Dubaï, et porte à 33 unités le carnet de commandes d'Airbus A350 de la compagnie, dont quatre A350-1000 et vingt A350-900. « Nous sommes particulièrement enthousiastes

à l'égard de cette commande, car elle offre un confort supplémentaire aux passagers grâce à ses caractéristiques telles que la cabine la plus silencieuse de sa catégorie et l'éclairage ambiant. Nous sommes impatients d'agrandir la taille de notre flotte en acquérant des avions à la fine pointe de la technologie afin d'offrir une expérience à bord pratique et mémorable à nos passagers » a affirmé Mesfin Tasew, CEO d'Ethiopian Airlines Group. Le nouvel accord intervient peu après la signature d'une convention avec le constructeur américain Boeing pour l'acquisition formelle de 31 avions (un record en Afrique), assortie

d'une option d'achat de 36 autres unités. Il permettra au transporteur éthiopien de diversifier sa flotte composée en grande partie de Boeing, et participera au développement de son réseau, notamment des lignes long-courriers. Selon son plan d'expansion baptisé « Vision 2035 », Ethiopian Airlines devrait doubler sa flotte d'ici l'année dite. Cette feuille de route lui permettra également d'élargir son réseau à 207 destinations, ce qui boostera son trafic annuel qui dépasse déjà la barre des 12,5 millions de passagers ces dernières années.

ACADÉMIE CHINOISE DES SCIENCES AGRICOLES TROPICALES

Mise en œuvre d’un plan d’action pour améliorer le rendement du manioc

En Afrique subsaharienne, le manioc est largement consommée par les populations aux côtés des céréales. Dans la région, le potentiel de production du tubercule reste cependant encore sous-exploité. L'Académie chinoise des sciences agricoles tropicales (CATAS) veut mettre en œuvre un plan d'action visant à améliorer le rendement du manioc à plus de 17 tonnes par hec-

tares contre une moyenne inférieure à 10 tonnes dans certains pays d'Afrique subsaharienne. L'annonce a été faite au cours du deuxième « Forum de coopération agricole sino-africaine » qui se tient du 13 au 16 novembre à Sanya, dans la province chinoise de Hainan. D'après Xie Jianghui, vice-directeur de la CATAS, ce plan prévoit notamment l'introduction de nouvelles variétés de manioc et des

techniques agricoles avancées dans les principaux pays producteurs de la région. « Nous aiderons des pays comme le Nigeria, le Mozambique et la République du Congo à sélectionner de meilleures variétés de manioc, à améliorer les techniques de culture et à élever le niveau de mécanisation des exploitations », explique le responsable. Il est également prévu la construction de centres de dé-

monstration agricole dans les différents pays ciblés afin de promouvoir la commercialisation et la production à grande échelle du tubercule. En Afrique Subsaharienne, le Nigeria est le premier producteur de manioc avec une récolte totalisant plus de 58,2 millions de tonnes en 2021. Il est suivi par la RDC (45,6 millions de tonnes) et le Ghana (22 millions de tonnes) qui complètent le Top 3.

EN FAVEUR DE SIX PAYS AFRICAINS

La Chine supprime les droits de douane

Le conseil des affaires d'État chinois a annoncé cette semaine la levée des droits de douanes sur les importations d'Angola, de Gambie, du Mali, de Madagascar, de Mauritanie et de la RDC. Cette suppression des tarifs douaniers entrera en vigueur le 25 décembre prochain. La mesure concerne 98% des produits imposables en provenance de ces pays comme le café, l'huile de palme, le coton, le cacao, les fruits ou encore les fruits de mer et les épices... Tous ces produits étaient jusqu'à présents taxés à leur arrivée en Chine. On parle, dans cette annonce, de produits finis. Yoweri Museveni, le président ougandais, ne s'y est donc pas trompé. En rencontrant une délégation de législateurs chinois le mois dernier, il avait demandé à ce que la Chine ouvre davantage son marché au café transformé et pas seulement aux matières premières. Au sommet des Brics à Johannesburg en août dernier, le président chinois Xi Jinping avait aussi promis d'aider les pays africains à créer des industries pour transformer ces produits. Ce zéro droit de douane concerne d'ailleurs aussi des produits autres qu'alimentaires comme le sisal, le caoutchouc. Au total, 21 pays africains en ont bénéficié ces deux dernières années. Selon le communiqué de l'agence Chine Nouvelle, cette politique d'exemption tarifaire vise à « incarner l'esprit d'amitié et de coopération sino-africaine et à faciliter la création d'une communauté sino-africaine de haute qualité et de destin commun » et devrait, à terme, être étendue à « tous les pays africains les moins avancés avec lesquels la Chine a établi des relations diplomatiques ». Selon les douanes chinoises, les échanges commerciaux entre la Chine et le continent sur les dix premiers mois de 2023 approchaient les 218 milliards d'euros, dont près de 85 milliards d'euros d'importations de produits africains.

POINT MARCHÉS

Les Bourses bien orientées après l’emploi américain, rééquilibrage sur les taux obligataires

Les marchés boursiers évoluent plutôt à la hausse vendredi, après des données sur l'emploi aux États-Unis qui montrent que l'économie américaine reste résiliente, ce qui, d'un autre côté, freine les anticipations d'abaissement des taux directeurs.

Les Bourses européennes ont terminé bien ancrées dans le vert : Paris a profité de la vigueur du luxe et a pris 1,32%, revenant à un plus haut depuis avril. Francfort a terminé à 16.759,22 points (+0,78%), un nouveau record, tout comme Milan (+0,94%) qui a atteint un niveau plus haut depuis juin 2008. Londres a progressé de 0,57%. Après une ouverture en hausse, les indices de Wall Street reviennent proches de l'équilibre vers 16H55 GMT, autant le Dow Jones (+0,03%), que le S&P 500 (-0,01%) et le Nasdaq (-0,01%). Le marché de l'emploi s'est montré bien plus solide qu'attendu par les analystes en novembre aux États-Unis, avec 199.000 créations d'emplois, en hausse par rapport aux 150.000 d'octobre, selon les chiffres publiés par le département du Travail. Quant au taux de chômage, il repart à la baisse, à 3,7%, après une hausse en octobre. «Ces chiffres sont bons et vont nous aider à finir l'année de façon forte sur les marchés actions, à garder un scénario optimiste», commente David Kruk, responsable du trading de La Financière de l'Echiquier. Les marchés boursiers sont en effet très sensibles à la conjoncture économique et les chiffres attestant de la résilience de l'économie renforcent le scénario d'un ralentissement sans entrée en récession des États-Unis. Mais d'un autre côté, «cela incitera la Réserve fédérale à ne pas réduire ses taux d'intérêt en mars», prévient Florian Ielpo, chargé de la ma-

croéconomie au sein de Lombard Odier IM, qui pense que «les paris sur la Réserve fédérale devraient être considérablement révisés». Après les derniers chiffres d'inflation en baisse aux États-Unis, les marchés ont commencé à anticiper plusieurs baisses des taux directeurs de la banque centrale américaine pour 2024, un scénario trop optimiste pour beaucoup d'analystes. Ainsi sur le marché obligataire, les rendements souverains se sont tendus après la publication du rapport sur l'emploi. Vers 16H55 GMT le taux d'intérêt de l'emprunt américain à dix ans remontait à 4,26% contre 4,15% à la clôture jeudi. L'équivalent allemand à 10 ans s'établissait à 2,27% contre 2,19%.

Anglo American creuse ses pertes Le groupe minier britannique Anglo American s'est écroulé de plus de 20% à Londres, sanctionné après avoir annoncé des réductions de coûts pour faire face à «la volatilité macroéconomique toujours élevée», notamment en réduisant ou en ajustant sa production sur certains sites.

Deutsche Bank mieux notée L'agence de notation S&P a relevé vendredi la note de crédit à long terme de la première banque allemande Deutsche Bank (+2,23% à Francfort) avec des perspectives stables, en raison de performances solides qui font qu'elle réduit l'écart avec ses concurrents.

Le pétrole remonte un peu Les cours du brut remontent nettement, après une rencontre du président russe Vladimir Poutine et du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane avec des discussions portant sur le pétrole. Les chiffres macroéconomiques renforcent de plus l'idée que la demande ne va pas faiblir. Vers 16H55GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, prenait 2,28% à 75,76 dollars. Son équivalent américain, le baril de

West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en janvier, gagnait 2,38% à 71,02 dollars, remontant au-dessus des 70 dollars le baril. Sur le marché des changes, le dollar était en hausse face aux autres devises après le rapport sur l'emploi aux États-Unis : le dollar gagnait 0,43% à 1,0748 dollar pour un euro, et montait de 0,45% face à la livre à 1,2538 dollar pour une livre. Le bitcoin s'affichait en hausse de 1,06%, à 43.852 dollars.

BOURSE DE NEW YORK
Wall Street termine en hausse

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi, alors que les investisseurs se sont montrés optimistes quant à un atterrissage en douceur de l'économie américaine après la publication du rapport mensuel du département du Travail. L'indice Dow Jones a gagné 0,36%, ou 130,49 points, à 36 247,87 points. Le S&P-500, plus large, a pris 18,78 points, soit 0,41%, à 4.604,37 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 63,98 points (0,45%) à 14 403,97 points. Le rapport mensuel du département du Travail publié vendredi a montré que l'économie américaine a créé plus d'emplois que prévu en novembre. Ce rapport recense 199.000 emplois non-agricoles créés le mois dernier aux Etats-Unis alors que les économistes interrogés par Reuters en prévoyaient en moyenne 180.000. Le taux de chômage est descendu à 3,7% après 3,9% en octobre, tandis que la progression du salaire horaire moyen a ralenti à 4,0% sur un an après 4,1% le mois précédent. Les traders anticipent désormais que la Réserve fédérale américaine (Fed) commencera à baisser ses taux au mois de mai, selon le baromètre Fedwatch de CME. "La baisse du taux de chômage en particulier apaisera les craintes d'une récession, et avec la hausse des salaires et des résultats, la thèse d'un atterrissage en douceur reste d'actualité", a déclaré Stuart Cole, chef macroéconomiste chez Equiti Capital. "Le rapport devrait amener certains de

ceux qui prévoient une baisse anticipée de la Fed l'année prochaine à réévaluer leurs positions", a-t-il ajouté. Aux valeurs, Nvidia et Meta Platforms, la maison-mère de Facebook, ont porté le Nasdaq. Honeywell a chuté après une information selon laquelle le groupe va racheter l'activité de sécurité de Carrier pour cinq milliards de dollars. Paramount Global a bondit après des informations selon lesquelles le conglomérat de médias a reçu des marques d'intérêt en vue de son rachat.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 07 Décembre 2023					
Valeur : 11 Décembre 2023					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4988	134.5138
1	EUR	EURO		145.0166	145.0462
1	GBP	POUND STERLING		169.2235	169.2423
100	JPY	JAPANESE YEN		92.3946	92.4112
1	CNY	CHINESE YUAN		18.8039	18.8097
1	CHF	SWISS FRANC		153.8536	153.8883
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.9689	99.0091
1	DKK	DANISH KRONE		19.4399	19.4449
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8599	12.8644
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.2738	12.2792
1	AED	UAE DIRHAM		36.6192	36.6333
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8568	35.8656
1	KWD	KUWAITI DINAR		435.9767	436.5914
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7892	43.2192
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3135	13.3150
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7494	27.8918
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5413	3.5417
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.5538	178.5538

JAPON

La Bourse de Tokyo déprimée

La Bourse de Tokyo était en net recul vendredi 8 décembre en matinée, lestée par la brusque remontée du yen face au dollar, qui pénalisait les titres d'entreprises japonaises très présentes à l'exportation comme les constructeurs automobiles. L'indice vedette Nikkei perdait 1,25% à 32.447,44 points vers 01H00 GMT et l'indice élargi Topix cédait 0,87% à 2.339,35 points. La monnaie japonaise a rebondi jeudi à son plus haut niveau depuis début août face au dollar en raison de spéculations sur un prochain resserrement de la politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ), dont la prochaine décision est at-

tendue le 19 décembre. «Les fluctuations des taux de change ont été assez spectaculaires, il est donc inévitable que les actions japonaises chutent en raison de l'appréciation du yen», a commenté Ayako Sera de Sumitomo Mitsui Trust Bank, citée par l'agence Bloomberg. Mais «puisque le yen fort n'est pas une mauvaise nouvelle pour toutes les entreprises japonaises, la baisse des actions devrait rester limitée», a-t-elle ajouté.

Les titres automobiles calent Les titres des constructeurs automobiles japonais, champions des exportations du pays, étaient particulièrement affectés par l'apprécia-

tion du yen: vers 01H00 GMT Toyota lâchait 4,1%, Nissan 2,7% et Honda 1,8%.

Le dollar en chute libre Le dollar poursuivait sa chute, à 143,19 yens (-0,6%) vers 01H00 GMT, contre 144,13 yens jeudi à 21H00 GMT. L'euro baissait à 154,16 yens contre 155,57 yens la veille et était quasi stable face au billet vert, à 1,0796 dollar pour un euro contre 1,0794 dollar jeudi. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain gagnait 0,63% à 69,78 dollars vers 00H55 GMT.

PAR L'INTERMÉDIAIRE DES BANQUES MULTILATÉRALES DE DÉVELOPPEMENT

Soutien international en faveur de la canalisation des droits de tirage spéciaux du FMI

La réunion a été organisée conjointement par la présidence de la COP28, la Banque africaine de développement, la Banque interaméricaine de développement, le gouvernement français et le gouvernement japonais, avec le soutien de la Fondation Rockefeller

Les gouvernements de la France, du Japon, de l'Espagne et du Royaume-Uni expriment leur soutien à l'utilisation d'un instrument hybride de droits de tirages spéciaux (DTS) afin de fournir des ressources pour le développement des pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes qui en ont besoin; les services du Fonds monétaire international (FMI) confirment le statut d'actif de réserve de la solution innovante proposée par la Banque africaine de développement et la Banque interaméricaine de développement pour canaliser les DTS vers les banques multilatérales de développement et se déclarent prêts à soumettre prochainement cette proposition de capital hybride de DTS à son Conseil d'administration.

Les gouvernements de la France, du Japon, de l'Espagne, du Royaume-Uni et du Brésil (qui assurera la prochaine présidence du G20), le Fonds monétaire international, les Nations unies, des ministres de pays d'Afrique et d'Amérique latine, la Banque asiatique de développement et d'autres institutions internationales ont apporté leur plus ferme soutien à une proposition du Groupe de la Banque africaine de développement et de la Banque interaméricaine de développement (BID) visant à canaliser les droits de tirage spéciaux (DTS) par l'intermédiaire des banques multilatérales de développement. S'exprimant lors d'une table ronde spéciale organisée dans le cadre de la COP28 à Dubaï pour discuter de l'exploitation des DTS pour le climat et le développement, les participants ont félicité les deux banques pour leur proposition innovante qui permettrait de fournir des ressources financières indispensables aux pays vulnérables. La réunion a été organisée conjointement par la présidence de la COP28, la Banque africaine de développement, la Banque interaméricaine de développement, le gouvernement français et le gouvernement japonais, avec le soutien de la Fondation Rockefeller. Le FMI a émis une allocation générale historique de droits de tirage spéciaux (DTS) d'une valeur de 650 milliards de dollars en 2021 pour aider les pays à faire face aux effets d'une crise mondiale déclenchée par la pandémie de Covid-19. L'Afrique, qui compte plus de 1,2 milliard d'habitants, n'a reçu que

33 milliards de dollars, soit environ 5 % du montant total de l'allocation, ce qui en fait la plus petite portion parmi les différentes régions du monde. L'Amérique latine et les Caraïbes n'ont reçu que 8 % de la dotation totale. La Banque africaine de développement et la Banque interaméricaine de développement ont développé un mécanisme innovant qui sera structuré comme un instrument de capital hybride et pourra donc être comptabilisé comme des fonds propres dans le bilan de la Banque africaine de développement et de la Banque interaméricaine de développement. Il s'appuie également sur un Accord de soutien à la liquidité conclu entre les actionnaires contributeurs, afin de garantir que les pays contributeurs de DTS puissent toujours les comptabiliser comme des réserves. S'exprimant lors de la table ronde, le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a réitéré les avantages de la canalisation des DTS par l'intermédiaire des banques multilatérales de développement. « Les banques multilatérales de développement peuvent multiplier les DTS canalisés par au moins quatre fois leur valeur initiale », a-t-il indiqué. Cet effet multiplicateur signifie que cinq milliards de dollars de DTS canalisés pourraient être transformés en vingt milliards de dollars de nouveaux financements.

« Les DTS passeront ainsi du statut d'actifs de réserve statiques à celui d'instruments de prêt dynamiques, à des coûts abordables, pour financer le développement, tout en préservant leur statut d'actifs de réserve, et sans frais pour les contribuables des pays riches en DTS », a ajouté M. Adesina. Le président de la Banque interaméricaine de développement, Ilan Goldfajn, a souligné les progrès importants réalisés dans la discussion sur la canalisation des DTS : « Les DTS sont essentiels pour nous aider à faire progresser notre programme en matière de climat et à accroître les investissements en faveur de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets dans nos pays membres. Nous saluons les progrès réalisés dans le sens d'une canalisation des DTS avec les promesses de liquidités de la France, le soutien exprimé par le Japon, le Royaume-Uni et l'Espagne

concernant l'instrument de capital hybride de DTS et la volonté du FMI d'envoyer prochainement une proposition à son conseil d'administration. Par la suite, il sera crucial d'obtenir l'engagement d'au moins cinq investisseurs supplémentaires pour faire de cet instrument une réalité et commencer à canaliser les DTS par l'intermédiaire des banques multilatérales de développement. »

Le directeur général adjoint du FMI, Bo Li, a félicité les deux banques pour avoir élaboré une proposition concrète : « Sur la base de l'évaluation de nos services, l'instrument de capital hybride proposé par la Banque africaine de développement et la Banque interaméricaine de développement (...) répondrait aux exigences de qualité des actifs de réserve. »

« Une mise en œuvre réussie de la proposition contribuerait grandement à amplifier l'impact positif de l'allocation historique de DTS de 2021 au profit des pays en développement », a déclaré M. Li. Il a également indiqué que le FMI travaillerait à un rythme soutenu pour finaliser toutes les approbations requises. Ces processus sont déjà bien avancés et devraient être achevés et transmis au conseil d'administration dans un avenir proche. Le gouvernement du Japon a annoncé qu'il « va accélérer ses efforts pour apporter une contribution au capital hybride proposé ». Le directeur général adjoint des Finances du Japon, Tomoyoshi Yahagi, a déclaré que la proposition des deux banques « est une excellente occasion pour les banques multilatérales de développement de faire preuve d'un partenariat solide avec leurs pays membres afin de fournir des ressources financières indispensables pour réaliser les Objectifs de développement durable. »

Le directeur général du Trésor français, Emmanuel Moulin, a déclaré que son pays était depuis le début un fervent partisan de la réaffectation des DTS.

« La Banque africaine de développement et la Banque interaméricaine de développement ont présenté une proposition très solide pour canaliser les DTS par le biais d'un instrument de capital hybride avec l'aide du FMI... au profit des pays qui en ont le plus besoin. »

M. Moulin a déclaré que « la France est

prête à soutenir la proposition de capital hybride de DTS par le biais de l'Accord de soutien à la liquidité, en fournissant une garantie ».

L'Espagne a exprimé un soutien similaire à l'initiative des DTS. La première vice-première ministre et ministre de l'Économie, du Commerce et des Entreprises, Nadia Calvino, qui est également présidente du Comité monétaire et financier international du FMI, a déclaré que son pays « a joué un rôle de premier plan dans le renforcement de la puissance de feu des institutions multilatérales et dans la création de nouveaux instruments adaptés à leur objectif. Canaliser les DTS est l'un des instruments sur lesquels nous devrions travailler ».

Le Royaume-Uni a félicité la Banque africaine de développement et la Banque interaméricaine de développement « pour ces propositions innovantes visant à maximiser la valeur de la canalisation des DTS », a déclaré Andrew Mitchell, ministre d'État chargé du Développement et de l'Afrique. Il a indiqué que le Royaume-Uni allait « explorer la possibilité d'augmenter le mécanisme de DTS avec un accord de soutien à la liquidité. » « Le Royaume-Uni est un fervent supporter et partisan de la Banque africaine de développement et de son remarquable président. Et j'espère sincèrement qu'avec un travail plus approfondi, cette proposition de réorientation pourra être mise en œuvre, au profit des pays qui ont le plus besoin de soutien », a-t-il ajouté.

Le secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales des Nations unies, Li Junhua, a déclaré que la proposition de la Banque africaine de développement et de la Banque interaméricaine de développement « mérit[ait] tout notre soutien. Les Nations unies appellent les pays disposant de DTS inutilisés à manifester leur soutien et à conclure des accords de contribution avec la Banque africaine de développement et la Banque interaméricaine de développement. »

Le gouvernement brésilien a confirmé que les efforts visant à canaliser les DTS par l'intermédiaire des banques multilatérales de développement afin d'accroître le financement climatique et le financement du développement figureront à l'ordre du jour de sa présidence du G20.

COP28

Discussions sur un nouveau projet d'accord

Le président de la COP 28 Sultan Al Jaber a annoncé l'ouverture de la seconde semaine de négociations avec la nomination de huit ministres facilitateurs qui auront pour mission de faire avancer en deux jours, les discussions sur le bilan mondial, dernier levier pour obtenir un accord historique. "C'est ici que le travail commence vraiment. Et sans coopération ni collaboration, nous ne serons pas en mesure de réussir. Je suis ici pour présenter les groupes de travail ministériels de la COP28 qui ont joué un rôle déterminant en guidant cette présidence et qui, bien sûr, seront essentiels pour nous aider à franchir la ligne d'arrivée", a déclaré Sultan Al Jaber. 8 ans après l'adoption de l'Accord de Paris, le Bilan Mondial devrait permettre d'aboutir à une feuille de route ambitieuse permettant de limiter le réchauffement planétaire à +1,5°C, mais pour Dan Jørgensen, ministre danois de la politique climatique mondiale, " Cette semaine pourrait être la dernière occasion de revenir sur la bonne voie, pour maintenir la hausse des températures mondiales à 1,5°C".

A quatre jours du dénouement, les négociateurs tentent de trouver un compromis entre l'impératif scientifique de sortie des énergies fossiles et le nécessaire développement économique des pays émergents. Les délégués cherchent un terrain d'entente sur une formule qui pourrait figurer dans le texte final sur le charbon, le pétrole et le gaz, principaux responsables du changement climatique.

RWANDA-ROYAUME-UNI

Le coût de l'accord sur les demandeurs d'asile critiqué

Pourquoi Londres a payé 300 millions de dollars à Kigali et à ce jour aucun demandeur d'asile n'a encore été expulsé au Rwanda ? C'est la question que se pose une partie des députés britanniques en plein débat sur ce texte, qui a été présenté au Parlement jeudi. Certains d'entre eux parlent de gaspillage. Mais le gouver-

nement de Rishi Sunak l'assure, l'argent va permettre de garantir les infrastructures pour mener à bien cet accord. Ce projet de loi controversé vise à envoyer vers le Rwanda, des personnes de toute nationalité arrivées illégalement sur le territoire britannique. Mais le texte est bloqué depuis des mois par la justice. En juin

2022, un premier avion qui devait emmener des migrants à Kigali avait été annulé à la dernière minute par un juge de la Cour européenne des droits de l'Homme. Le mois dernier, c'est la Cour Suprême britannique qui a bloqué le projet évoquant sa crainte pour la sécurité des migrants expulsés. Malgré cela, le

gouvernement conservateur tente de faire appliquer cet accord par tous les moyens. Une situation qui entraîne des divisions au sein du parti. Le ministre de l'Immigration, partisan d'une ligne dure, a présenté sa démission, estimant que le texte, qui doit être soumis au vote le 12 décembre, ne va pas assez loin.

PORSCHE CAYENNE COUPÉ TURBO E-HYBRID (2023) Un V8...de 739 ch

Grâce à l'hybridation rechargeable, Porsche a trouvé le moyen de vendre des Cayenne V8 turbo exemptés de malus, malgré une puissance de 739 ch. Les amateurs auraient tort de se priver, à moins que les 2,6 tonnes de l'engin ne transforment cette idée en calvaire...

Initialement, les hybrides rechargeables ont été imaginés pour rouler majoritairement en électrique, et consommer le moins de carburant possible sur longs trajets, grâce à des cylindrées et puissances modestes. Le Cayenne lui, a trouvé plutôt la faille lui permettant de proposer ses grosses mécaniques sans taxes, du moins avant que la loi ne se durcisse... Un V6 turbo en l'occurrence, pour les versions Hybrid et Hybrid S et... un V8 doublement suralimenté pour cette inédite mouture Turbo proposant jusqu'à 739 ch cumulés. Imaginer d'ailleurs qu'un moteur électrique de 176 ch va trimbaler la plupart du temps un maous homologue à combustion interne qui ne servira que de temps en temps paraît d'ailleurs complètement fou. Quoi qu'il en soit, les amateurs de gros moteurs trouveront là une alternative sonore et fumante à des électriques qu'ils jugent ennuyeux, au premier rang desquels les Tesla Model X et Mercedes EQE SUV. Reste à savoir si ce Cayenne hybride

UN CABRIOLET NEUF POUR LE PRIX D'UNE SANDERO ? OUI, MAIS DÉPÊCHEZ-VOUS !

Fiat lance une offre exceptionnelle sur la 500 hybride cabriolet, qui devient le découvrable le moins cher avec 6000 € de remise sans condition. Aujourd'hui, si vous souhaitez vous payer un cabriolet neuf en France, il faudra avoir les reins solides ou vider une assurance vie. La Mazda MX-5, qui reste le cabriolet le moins cher à l'heure actuelle, débute à 30 850 € hors malus d'environ 1200 €. Cela reste évidemment une affaire à côté d'une BMW Z4, mais c'est toujours bien plus cher que le découvrable le plus italien et le plus abordable du moment : la Fiat 500C. Le constructeur italien profite de la fin d'année et d'un modèle largement rentabilisé (la 500 thermique a été lancée en 2007 !) pour lancer une offre assez concurrentielle : 6000 € de remise, sans condition et simplement dans la limite des stocks.

Dépêchez-vous, l'offre ne durera pas

our bénéficier de cette 500C à prix d'ami (16 990 €), il faudra passer commande avant le 31 décembre dans la limite des stocks. Un tarif finalement cohérent avec ce que les automobilistes avaient l'habitude de payer avec la pandémie et l'inflation.... L'achat se fait exclusivement en ligne sur le site officiel, en versant un premier acompte de 200 €. La motorisation unique est le petit moteur essence microhybride (en 12V seulement...) de 70 ch associé à une boîte mécanique. Une petite voiture urbaine toujours attachante, proposée en couleur noire avec jantes 15 pouces alliage, capote électrique rouge et l'écran tactile 7 pouces avec Android Auto/Apple Carplay.

représente un bon choix sachant qu'il réclame 183 049 €, soit 59 050 € de plus que la version S hybride déjà très performante (519 ch) et, n'en déplaise aux inconditionnels du thermique, 66 060 € de plus que le Model X Plaid de... 1 000 ch ! Cela posé, avant même d'en prendre le volant, on notera que l'Allemand se veut toujours aussi joliment présenté, moderne et habitable mais, concession à la fée électricité oblige, peu spacieux dans le compartiment à bagages, la faute à la grosse batterie de 25,9 kWh sous le plancher...

Au volant : plus monstrueux qu'on imaginait !

Autant vous le dire tout de suite : en mode hybride, ce Cayenne est un monstre qui ne craint pas grand monde. À titre de comparaison, son 0 à 100 km/h en 3s7 est quasi digne d'une Audi RS6 Performance, et la poussée d'autant plus terrifiante qu'on est assis haut. En fait, seuls des Ferrari Purosangue, Aston Martin DBX 707 et Lamborghini Urus Performante plus chers et hypertaxés font un peu mieux (3s3). C'est simple : quand on reprend une version V6 S E-hybrid juste après, on a l'impression qu'elle est sous-motorisée, alors que ce n'est pas le cas (0 à 100 km/h en 4s7 !). Pour sûr, une Model X Plaid trimoteurs est loin devant (2s6 sur le même exercice), mais les borborygmes et vociférations du V8 ont le don de vous hérissier les poils. Pour couronner le tout, la boîte auto se montre douce, rapide et obéissante en mode manuel (via les palettes). Et le plus fou dans cette histoire, c'est qu'on est loin d'avoir affaire à une enclume dans les virages, sur le sec du moins... Pour sûr, les 2,6 tonnes se ressentent à l'inscription en courbe par rapport aux modèles 6 cylindres (moins lourds de 150 kg), avec un train avant un tantinet moins réactif et précis. Mais le grip ainsi que la vivacité des changements d'appui sont tout de même impressionnants pour un bestiau de 4,93 m de



long pour quasi 2 m de large. Il faut dire que les mouvements de caisse sont bien maîtrisés par l'inédite suspension pneumatique à deux chambres, et que notre modèle d'essai était bien aidé par ses roues arrière directrices (1 716 €) qui lui confèrent davantage d'agilité. La transmission n'est pas pour rien non plus dans ce dynamisme relatif, avec un typage propulsion qui aide le postérieur à pivoter pour limiter le sous-virage lors des relances en sorties, et un différentiel arrière autobloquant (de série) qui favorise la motricité. Un comportement contrôlable sans trop de frayeurs dans les courbes rapides, mais qui réclame de la dextérité dans les passages

serrés, les réactions et reprises de grip pouvant se montrer brutales malgré un bel équilibre général. Plus bluffant encore : le freinage en acier tient le coup (disques de 410 mm et étriers 10 pistons à l'avant) malgré une course qui s'allonge un peu à la pédale. Il convient toutefois de garder la tête froide, car on arrive vite au bout des lignes droites. Très vite... Notez que l'efficacité du Cayenne Turbo Coupé peut encore être améliorée avec un pack GT (29 368 €). Au menu : toit carbone, freins Ceramic Composite, garde au sol abaissée de 10 millimètres, jantes 22" élargies, réglages de suspensions et carrossage

revus. Mais il faut encore remettre la main à la poche pour les roues arrière directrices (1 716 €), le contrôle actif du roulis (3 300 €) et des pneus hautes performances (600 €). Emballé par les sensations mécaniques, on en oublierait de parler dépenses énergétiques malgré la vocation "éconologique" de cette version hybride. Comme les modèles à 6 pattes, l'autonomie en tout électrique apparaît un peu juste au regard de la capacité de batterie, avec environ 65 km maxi constatés entre deux charges. Et une fois la pile à plat, le V8 a un solide appétit puisqu'il réclame plus de 13 l/100 km à allure cool et... 50 l/100 km couteau entre les dents.

SCÉNIC, 3008, TESLA, VOLVO...

J-7 avant de savoir qui aura l'avantage ?

Le 15 décembre, nous connaissons la première tournée de véhicules éligibles au bonus en 2024. L'occasion pour Renault et Peugeot de confirmer enfin les prix des Scénic et 3008 électriques ?

La date fatidique approche. Les constructeurs automobiles ont été occupés ces dernières semaines à transmettre les données sur leurs véhicules électriques pour que le gouvernement, en collaboration avec l'Ademe, puisse établir la liste des véhicules éligibles au bonus CO2 en 2024. Les critères, rappelons-le, sont nombreux : origine des matières premières, transport, énergie utilisée à la production... un score sur 100 points est établi, et il faudra obtenir au moins 60 points pour bénéficier du bonus.

Le 15 décembre, le gouvernement dévoilera une première liste de véhicules dont le dossier a déjà été validé. Nous pouvons déjà nous avancer avec les Renault Scénic et Peugeot e-3008 qui sont produits en France et y auront droit. Tout comme la R5, qui sera dévoilée officiellement le 26 février 2024. Mais ce ne sera peut-être pas le cas d'autres modèles tels que la Tesla Model 3, exportée depuis la Chine vers la France, ou encore de la MG4

qui, elle, perdra officiellement son bonus puisque le constructeur n'a pas cherché à remplir le dossier... sachant qu'il ne serait pas éligible. En attendant, bien sûr, que la filiale de SAIC n'ouvre une usine européenne pour servir le marché local.

Et puis, n'oubliez pas qu'une production chinoise n'exclura pas forcément les modèles électriques du dispositif du bonus ! Tout dépend encore une fois du score total, et pas uniquement du lieu de production. Si l'usine chinoise utilise de l'énergie renouvelable en "autosuffisance" plutôt que du charbon sur le mix énergétique chinois (le gouvernement français s'appuie sur le CO2 équivalent du kWh chinois pour calculer son barème), il pourrait alors bénéficier du bonus. Smart #1 et Volvo EX30 sont notamment en balance. Et s'ils gardent le bonus en 2024, ils pourraient faire un carton avec des tarifs très agressifs... si la production chinoise est capable de livrer l'Europe en nombre suffisant. Ce n'est pas gagné.

Le décret, puis les prix des Scénic et 3008 ?

Le nouveau Peugeot 3008 électrique a été dévoilé et essayé en exclusivité

sur l'Automobile Magazine, seul média français à avoir pu prendre le volant du modèle familial à batterie. Mais aussi étonnant que cela puisse paraître, le Peugeot e-3008 est une voiture française, mais la France est un des derniers marchés qui n'a pas encore les prix ! Aux Pays-Bas, les deux finitions proposées avec la petite batterie de 73 kWh sont facturées respectivement 48 190 et 52 690 €. Il ne faut pas tirer une quelconque conclusion et interprétation de ces prix pour nous puisque le marché néerlandais diffère assez grandement du nôtre.

Le Scénic, quant à lui, pourrait débiter sa carrière commerciale fin décembre. Le SUV au losange débutera autour des 40 000 € dans sa version à petite batterie, mais quid du Scénic à plus grande autonomie ? Selon nos informations, il faudra rajouter environ 5000 € pour s'offrir la plus grande batterie.

Bref, la fin du mois de décembre et les fêtes s'annoncent certainement mouvementées sur le front du véhicule électrique qui devra composer en 2024 avec une concurrence accrue et des commandes en baisse dans toute l'Europe.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Meta lance Imagine, son générateur d'images façon DALL-E et Midjourney

Meta lance un site web pour Imagine, son générateur d'images par IA.

Il ne se passe quasiment pas un jour sans que l'un des grands acteurs du numérique ne communique des nouveautés d'intelligence artificielle. C'est au tour de Meta d'annoncer son générateur d'images, Imagine, concurrent à DALL-E et Midjourney.

Imagine a droit à son site web

Déjà disponible au sein des espaces de discussion de ses différentes applications auprès d'utilisateurs triés sur le volet, Imagine se dote de sa propre plateforme. L'outil est désormais disponible en dehors des chats à l'adresse suivante : [imagine.meta.com](https://www.imagine.meta.com). Dans un premier temps, seuls les utilisateurs aux États-Unis peuvent y accéder, mais un VPN permet de contourner cette restriction.

Imagine repose sur le modèle de fondation Emu, spécialisé dans l'image. Le service propose une expérience de génération d'image à partir de texte, comme nous y sommes dorénavant habitués.

Un prompt permet de générer quatre images JPEG, pour que vous puissiez



choisir celle qui s'attire vos faveurs, qui peuvent être téléchargées sur votre appareil.

Bientôt un filigrane invisible

Meta précise qu'en lançant une plateforme Imagine indépendante, la société souhaite donner la possibilité à tout le monde de s'amuser, voire de travailler avec. Mais son objectif est bien d'alimenter ses applications de messagerie avec Imagine afin d'offrir

des interactions plus ludiques et une nouvelle manière de s'exprimer. Les émojis et les GIF vont-ils laisser leur place aux images générées par IA dans nos discussions ?

On remarque que les visuels créés par Imagine affichent un filigrane dans le coin inférieur gauche, indiquant qu'il s'agit d'une image générée par IA. Meta explique qu'il s'agit d'un moyen de « réduire les risques que les gens les confondent avec du contenu généré par un humain ».

Le groupe précise qu'il travaille sur une fonction de filigrane invisible qui devrait être prête d'ici à quelques semaines. « Bien qu'imperceptible à l'œil humain, le filigrane invisible peut être détecté grâce à un modèle correspondant. Il résiste aux manipulations d'image courantes telles que le recadrage, le changement de couleur (luminosité, contraste, etc.), les captures d'écran », indique Meta. Ce système devrait permettre d'allier transparence et traçabilité sans altérer le visuel créé.

Grok, Elon Musk se fait remarquer pour son humour!

Les premiers inscrits sur la liste d'attente pour le chatbot « Grok » d'Elon Musk ont enfin pu y avoir accès, à condition d'être abonnés X Premium+. Si les premiers retours apprécient l'humour du chatbot, certaines réponses sont problématiques. Alors que Google vient de mettre à jour Bard (tout du moins dans certains pays) avec sa nouvelle intelligence artificielle Gemini, les premiers utilisateurs ont enfin accès à Grok, le chatbot développé par xAI. Annoncé il y a un mois, les premiers chanceux ont pu tester cette IA décrite par Elon Musk comme ayant « un peu d'esprit » et étant « un brin rebelle ». Outre le fait d'être une nouvelle alternative à ChatGPT, la particularité de Grok est d'être lié à X (anciennement Twitter). L'IA utilise les publications du réseau social comme source d'information en temps réel. Étant donné les critiques à l'encontre de X pour la quantité de désinformation présente sur le site, reste à voir si c'est une bonne idée.

De l'humour et des réponses volées...

Pour l'instant, les retours semblent très positifs. Le site TechCrunch a notamment publié une liste de tweets louant l'humour du chatbot. Les utilisateurs trouvent notamment que son ton sarcastique et ses réponses complètes lui donnent un air plus intelligent. Néanmoins, certaines réponses révèlent que le chatbot triche, au moins dans certains cas. À la question « What is happening in AI today ? », Grok apporte une réponse détaillée et complète sur les dernières nouveautés en matière d'intelligence artificielle. Une réponse qui aurait été impressionnante, si ce n'était pas simplement le résumé d'une série de tweets de l'utilisateur @rowancheung. Cela confirme que Grok a bien accès aux données de X en temps réel, et suggère que l'IA accorde sans doute plus de poids aux comptes les plus influents. Outre le problème de l'attribution des sources, avoir plus d'abonnés ne fait pas d'un compte une source fiable d'information... Pour l'instant, il est nécessaire de s'inscrire sur la liste d'attente pour accéder à Grok. De plus, l'IA n'est disponible que pour les abonnés X Premium+, le niveau d'abonnement le plus élevé du réseau social qui coûte 16 dollars par mois.

SAMSUNG GALAXY

One UI 6.1 devrait préserver un peu plus la batterie de votre smartphone

La prochaine version de la surcouche Android de Samsung devrait avoir des effets bénéfiques sur la batterie de votre smartphone. Plusieurs semaines après avoir publié son planning de mises à jour pour ses smartphones et tablettes Galaxy, Samsung a depuis doté plusieurs de ses appareils de la dernière version de One UI. Alors que One UI 6.0 s'étend progressivement aux dispositifs de la gamme Galaxy A, One UI 6.1 devrait proposer un ensemble de nouvelles fonctionnalités basées sur l'intelligence artificielle. L'une d'entre elles veillerait même à prendre soin de la batterie de votre téléphone.

Samsung plancherait sur de nouvelles options pour préserver votre batterie

Sur X.com (anciennement connu sous le nom de Twitter), le leaker Tarun Vats a récemment découvert de nouvelles fonctionnalités permettant de préserver la batterie de votre smartphone Samsung. Comme cela nous est rapporté par le site Sam Mobile, plusieurs options de charge seraient prochainement intégrées à One UI. Nous retrouvons tout d'abord le mode Basic, qui interrompra la charge à 100 % avant de la reprendre une fois la batterie retombée à 95 %. Le mode Adaptatif, quant à lui, mettra en pause la charge une fois le seuil des 80 % atteint durant vos heures de sommeil, avant de finale-



ment reprendre le chargement peu de temps avant votre réveil. Enfin, le mode Max arrêtera la charge de votre appareil une fois la batterie rechargée à 85 %. Une option qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler l'une des fonctionnalités introduites par Apple avec l'iPhone 15, et qui permet, pour rappel, de restreindre la recharge de votre iPhone à 80 %.

One UI 6.1 prendra soin de la batterie de votre smartphone

À en croire les récentes trouvailles de Tarun Vats, ces différents modes devraient permettre aux possesseurs de smartphones Samsung de préserver davantage la batterie de leur appareil. Nous profitons de cette occasion pour vous rappeler que recharger un appareil au-delà de 80 % peut entraîner une dégradation accélérée de la batterie. Par conséquent, avec l'intégration du mode Max, le fabricant sud-coréen vous permettra sans nul doute d'offrir une meilleure durée de vie à la batterie de votre smartphone. Pour information, ces nouveautés devraient logiquement débarquer une fois la mise à jour vers One UI 6.1 déployée. Celle-ci devrait faire ses premiers pas dès le mois prochain, soit probablement au même moment que les Galaxy S24, dont la présentation est attendue pour le 17 janvier 2024.

HP VICTUS 15-FA1019NF

Cet incroyable PC portable gamer chute à moins de 800 €

Noël se rapproche et Cdiscount propose déjà des prix cadeaux sur les PC gaming. Les amateurs de jeux-vidéos sur ordinateur seront sans aucun doute séduits par cette offre exclusive sur le PC Portable Gamer HP Victus 15-fa1019nf dont le prix est passé sous la barre des 800 €.

Bonne nouvelle pour les passionnés de jeux vidéo et les amateurs d'informatique ! Le PC Portable Gaming HP Victus 15-fa1019nf, synonyme de performances exceptionnelles et de qualité, est actuellement proposé à un prix attractif sur Cdiscount. Profitez d'une remise incroyable de 300 €, le faisant passer de 1099,99 € à seulement 799,99 €. Explorons ensemble les caractéristiques qui font de ce PC un choix incontournable pour les gamers.

Présentation du PC Portable Gaming HP Victus 15-fa1019nf

Le Victus 15-fa1019nf, spécialement conçu pour le gaming, arbore un design fin et épuré. Doté d'un superbe écran full HD de 15,6 pouces (1920 x 1080) avec des micro-bords, il offre des performances visuelles exceptionnelles. Équipé du puissant processeur Intel Core i5-12500H et d'une carte graphique Nvidia, cet ordinateur portable garantit une expérience gaming optimale. Le clavier gamer polyvalent et l'affichage sans coupure avec une fréquence de rafraîchissement impressionnante de 144 Hz augmentent la flexibilité de vos jeux. Profitez pleinement de vos sessions gaming avec le Victus by HP.

Avantages du PC Portable Gaming HP Victus 15-fa1019nf

L'ordinateur portable Victus 15-fa1019nf intègre les dernières technologies et optimisations pour offrir une expérience gaming innovante et enrichissante. Avec une utilisation intelligente de l'Intelligence Artificielle, ce PC portable améliore la qualité du gameplay, assurant une expérience de jeu vidéo exceptionnelle. Du côté de la connectivité, il offre une variété d'options, dont un port USB C SuperSpeed, deux ports USB A SuperSpeed, un port HDMI 2.1, un port RJ-45, une prise combinée casque/microphone, et un lecteur de cartes multimédias SD multi-format.

Mots fléchés

Ville et fromage	↓	Berger	↓	Assemblages	↓	Manqué	↓	Rapport de cercle	↓	Renversants	↓	Arbuste	↓
Partage de logement	↓	Précoce	↓	Naturel	↓	Habitations	↓	Tourmenta	↓	Entêtées	↓	Épreuve	↓
Naissance	→								Mal de même	→			
Rassembler	↓								Certaine	→			
	↓								Copain	↓			
Fond de fût	→			Participe	→		Portion	→					
Monnaie bulgare	↓			Arsenal	↓								
	↓		Défaïtisme	↓									
	↓		Écrivain français	↓									
Cycles	→					Vieille copine	Limite	→			Aigle australien		Évaluer
Équerre	↓						Mousse de pub	↓					
	↓	Village normand	→		Joli mois	↓			27 de France	→			
	↓	Coutumes	↓		Parti politique	↓			Mauvaise pouliche	↓			
Polygones	→												
Dérobée	→							Tenta	→			Forme de pouvoir	
Largeur de tissu	↓							Épauler	↓				
	↓	Sport d'adresse	→			Il bat le roi	Actinium du chimiste	↓		Mèche rebelle	→		
	↓	Théologien	↓							Sans dessous dessus	↓		
Tourmures	Liquide en shaker	→			Fougère	→							
	Bouquins	↓											
	↓												
Poète âgé	→				Fermé	Abandonne	→				Métal de bijoutier	→	
	↓					Larcin	↓				Aptitude innée	↓	
Arme automatique	→		Tringle	Résumé de vie	→		Île de France	→		À régler	→		Eau gazeuse
Limonades aromatisées	↓			Senteur	↓		Groupement	↓		Consacrer	↓		
	↓							Petites pièces	↓	Trucs en plumes	→		
	↓									Héros de Corneille	↓		
Étoiles		Jeune fille	→										
	↓	Très bon état	↓										
	↓					Angle	→				Pronom	→	
	↓					Sur l'enveloppe	↓				Paresseux	↓	
Inventer	Moitié de fils	→			Universitaire	→							
	↓				Cales	→				Ville des Alpes	→		

INVESTITURE DU PRÉSIDENT ARGENTIN

Brahim Boughali représente le Président Tebboune

Le président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali, s'est rendu, ce samedi, à Buenos-Aires, en sa qualité de représentant du président de la république, Abdelmadjid Tebboune, ou il prendra part aujourd'hui dimanche à la cérémonie d'investiture du président élu d'Argentine Javier Milei. Selon un communiqué de l'APN, la cérémonie d'investiture se déroulera en présence «de nombreux chefs d'État et de gouvernement, et de leurs représentants ». Élu le 19 novembre 2023, Javier Milei succède à Alberto Fernandez après avoir remporté le second tour de la présidentielle, avec 55,95 % des voix contre 44,04 % à son rival, le ministre de l'Economie, Sergio Massa.

POUR UN MONTANT
POUVANT ATTEINDRE 30
MILLIARDS DE DOLLARS

Endeavour Energy explore la possibilité d'une vente

Endeavor Energy Partners envisage une vente qui pourrait valoriser le plus grand producteur privé de pétrole et de gaz du bassin permien des États-Unis entre 25 et 30 milliards de dollars, selon des personnes au fait du dossier. La vente interviendrait près de 45 ans après que le pétrolier texan Autry Stephens a créé la société qui allait devenir Endeavor. L'exploitant, âgé de 85 ans, a décidé de tirer parti de la vague de méga transactions qui déferle sur le secteur, ont indiqué les sources. Stephens a demandé aux banquiers de JPMorgan Chase de se préparer à lancer un processus de vente pour Endeavor au cours du premier trimestre 2024, ont indiqué les sources, en précisant qu'aucune transaction n'était certaine et en demandant à ne pas être identifiées parce que les délibérations sont confidentielles. Stephens a étudié les offres de prétendants pour Endeavor dans le passé, y compris en 2018, a rapporté Reuters. Il souhaite désormais régler l'avenir de l'entreprise plutôt que de laisser sa succession décider après son décès à qui elle doit la vendre, ont dit les sources.

CONFÉRENCE AFRICAINE
DES STARTUPS

Lancement du premier moteur de raisonnement en langue arabe

Le premier moteur de raisonnement en langue arabe utilisant l'intelligence artificielle (IA) a été lancé jeudi à Alger lors de la cérémonie de clôture de la 2e édition de la Conférence africaine des startups (ASC). Il s'agit du projet baptisé "NAJM.AI", développé par des compétences arabes (algéro-syriennes), à savoir les docteurs algériens, Mourad Bouache, directeur de la technologie du projet et ingénieur en chef à l'Académie de l'Intelligence artificielle d'Intel et Fouad Boustouane, directeur exécutif au Research Center for Artificial Intelligence de la société américaine Grainger, ainsi que le docteur syrien Hassan Ghara. "NAJM est un moteur de raisonnement utilisant l'intelligence artificielle qui est en mesure d'élaborer un résumé en langue arabe, avec les références, en fonction de la question que l'on lui pose", a expliqué à l'APS, M. Bouache. Cette solution qui est "une sorte de ChatGPT en langue arabe" est en mesure d'établir les résumés sur les requêtes qu'on lui adresse "après avoir effectué des recherches sur le web mais également sur l'ensemble des plateformes existantes, notamment les réseaux sociaux, à partir de mots-clés", a-t-il précisé. Il s'agit d'une première en Afrique et dans le monde arabe, affirme M. Bouache, mettant l'accent sur "la justesse et la crédibilité des résultats fournis par ce moteur de recherche".

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Vers l'élaboration d'une stratégie globale répondant aux priorités nationales

Le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST) a organisé, samedi à Alger, une rencontre nationale sous le thème "Pour un nouveau paradigme de la recherche", dans le but de jeter les bases d'une stratégie nationale globale de recherche et d'innovation répondant aux priorités socioéconomiques nationales. Dans une allocution prononcée à cette occasion, tenue au Centre international de conférences (CIC) "Abdelatif-Rahal", le président du CNRST, Mohamed Tahar Abadlia a souligné que cette rencontre "revêt une importance unique et particulière" et qu'elle permettait au Conseil de "partager les résultats sanctionnant plus d'un an d'efforts et d'études analytiques en vue d'opérer un bond qualitatif dans la recherche scientifique et l'innovation". Mettant l'accent sur l'importance du rôle de la recherche scientifique dans le développement socioéconomique des pays industriels à travers l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, il a affirmé que "l'Algérie, qui regorge d'énormes ressources et richesses naturelles, est en mesure de mettre en œuvre une politique et une stratégie idoine et efficace appuyée par la recherche scientifique et l'innovation pour réaliser un progrès technologique considérable, améliorant ainsi sa croissance économique". "L'édification d'un système économique na-

tional générateur de richesse requiert des recherches capables d'aboutir à des solutions innovantes qui, elles, génèrent un progrès socioéconomique", a-t-il soutenu. Pour ce faire, poursuit le président du CNRST, il suffit d'identifier les objectifs et les mécanismes à mettre en place pour la recherche scientifique en s'attelant à sa gestion, outre la mobilisation des chercheurs et de financement, l'exploitation à bon escient des infrastructures et des plateformes technologiques et le respect des délais de présentation des résultats et des réalisations. Dans le même contexte, M. Abadlia a estimé que la volonté des pouvoirs publics d'ériger la recherche scientifique en priorité nationale exige "d'investir dans une nouvelle vision basée sur la recherche et l'innovation". "Il s'agit pour ce faire de mobiliser des compétences nationales et étrangères, et des acteurs économiques des secteurs public et privé, tout en se positionnant dans un contexte mondial ouvert basé sur la coopération scientifique internationale", a-t-il ajouté. Le président du CNRST a expliqué que cette nouvelle vision nécessitait de "définir le rôle et les tâches de la recherche, ses objectifs et ses priorités, et de la gérer dans le cadre d'un nouveau écosystème basé sur l'innovation, de manière à pousser notre économie vers davantage de flexibilité, de compétitivité et de progrès social." Dans cette optique, le président du CNRST

a souligné "la nécessité de la contribution des acteurs politiques, industriels et économiques à l'élaboration d'une stratégie globale, cohérente et consensuelle répondant aux priorités nationales", rappelant à cet égard la mission principale du conseil, qui est de fixer les orientations nécessaires à une politique nationale de recherche, en concertation avec la communauté scientifique et les partenaires du secteur social et économique, et de valoriser les résultats de la recherche en faveur de l'économie nationale". Cette rencontre nationale, qui a connu la présence de ministres et de hauts cadres de l'Etat, ainsi que des représentants de plusieurs secteurs et instances constitutionnelles, a vu l'organisation de conférences pour aborder les défis auxquels sont confrontés le système national de recherche et les programmes sectoriels nationaux, et de l'importance de l'innovation et de la gouvernance dans la mise en œuvre des politiques de recherche. Elle a également abordé l'amélioration du système de recherche existant et l'importance de travailler au développement de nouvelles approches pour un système efficace qui s'appuie davantage sur la recherche appliquée orientée vers l'innovation et la commercialisation des produits de la recherche comme facteur fondamental pour relancer une économie basée sur la connaissance.

CLASSEMENT DES PAYS AFRICAINS RICHES EN PIB PAR HABITANT

L'Algérie dans le top 10

L'Algérie figure dans le Top 10 des pays riches en PIB par habitant (13 507 \$), selon un classement publié par le magazine britannique Global Finance qui se base sur le produit intérieur brut par habitant (PIB par habitant) en parité de pouvoir d'achat (PPA). Le do-

cument précise que les Seychelles occupent la première place avec un PIB par habitant corrigé des différences de pouvoir d'achat de 39 662 dollars. La Tunisie ferme, quant à elle, le top 10 africain avec un PIB par habitant en PPA de 13 270 dollars. Global Finance explique que «le PIB

par habitant et son taux de croissance nous en disent beaucoup plus sur la richesse sociale potentiellement disponible pour chaque personne et sur le fait que cette richesse augmente ou diminue au fil du temps ». Et précise que cet indicateur est d'autant plus pertinent

qu'il introduit la correction dite de la PPA (parité pouvoir d'achat) pour comparer plusieurs pays. A l'échelle internationale, les pays les plus riches du monde sont dans l'ordre, l'Irlande (PIB par habitant en PPA de 145 196 \$), le Luxembourg (142 490 \$), Singapour (133 895\$).

EXPO DOHA 2023

Un programme riche tracé par l'ONT

Dans le cadre de la promotion du tourisme en Algérie au niveau international, l'Office National du Tourisme (ONT) participe à l'animation de l'exposition horticole Expo Doha 2023 au Qatar avec un programme riche au niveau du pavillon algérien. L'objectif est de faire connaître la diversité touristique, l'industrie traditionnelle et le patrimoine culturel de l'Algérie. Cela se fera à travers l'organisation de la Semaine du Tourisme et de l'Industrie Traditionnelle du 6 au 11 décembre 2023. À cet effet, l'ONT est ac-

compagné par des opérateurs touristiques algériens et des artisans qui auront de nombreuses activités programmées pour présenter l'authentique patrimoine culturel de l'Algérie dans un décor traditionnel illustrant la richesse culturelle et touristique algérienne. Cela se fera à travers la présentation de divers produits touristiques algériens tels que le tourisme saharien dans les plus beaux déserts du monde, le tourisme culturel riche, le tourisme d'aventure, le tourisme thermal, et le tourisme côtier en Algérie. En accord avec le thème de

l'événement Expo Doha "Un désert vert pour un environnement meilleur", l'occasion sera propice pour découvrir ce que les artisans de l'industrie traditionnelle ont à offrir. Ils utilisent des matériaux recyclés pour préserver les ressources environnementales et assurer la durabilité. Ils animeront des ateliers en direct pour démontrer la spécificité de l'industrie traditionnelle algérienne dans plusieurs domaines tels que la poterie, le cuir, les tapis, le cuivre, et la broderie traditionnelle.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Dimanche 10 décembre 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>